Claude HORRUT [1937-]

Maître de conférences en science politique chercheur,
Université Montesquieu de Bordeaux

(1972)

La République du Kenya

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir du livre de :

Claude Horrut

La République du Kenya.

Paris : Les Éditions Berger-Levrault, 1972, 77 pp. Encyclopédie politique et constitutionnelle. Série “Afrique” de l’Institut international d’administration publique.

[Autorisation manuscrite formelle accordée par l’auteur et retransmise par Michel Bergès, historien, professeur à l’Université de Bordeaux et ami de l’auteur, le 25 mars 2012 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : michel.berges@free.fr

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 2 août 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Claude HORRUT [1937-]

Maître de conférences en science politique chercheur,
Université Montesquieu de Bordeaux

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

Paris : Les Éditions Berger-Levrault, 1972, 77 pp. Encyclopédie politique et constitutionnelle. Série "Afrique" de l'Institut international d'administration publique.

[77]

Table des matières

[Note introductive](#) [7]

[Chapitre I.](#) *La kenyane société* [9]

- A) [Le facteur démographique](#) [9]
- B) [Le facteur social](#) 10
- C) [Le facteur économique](#) [12]
- D) [Le facteur culturel](#) [13]

[Chapitre II.](#) *L'évolution politique et constitutionnelle* [15]

- A) [Le « White Country »Man](#) [15]
- B) [La voie multiraciale](#) [18]
- C) [L'indépendance](#) [22]

[Chapitre III.](#) *Les forces politiques* [23]

- A) [La période coloniale](#) [23]
- B) [De l'indépendance à nos jours](#) [27]

[Chapitre IV.](#) *Le système politique actuel* [32]

- A) [Les institutions](#) [32]
- B) [La vie politique actuelle](#) [35]

[Textes et documents](#) [39]

[LA CONSTITUTION DU KENYA](#) [41]

[Principaux textes et documents](#) [69]

[Bibliographie](#) [71]

[5]

ENCYCLOPÉDIE
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNELLE
publiée par l'Institut international d'Administration publique
Afrique, Amérique latine, Asie

L'accession de nombreux pays à l'indépendance a largement accru depuis vingt ans le nombre des États. Si certains d'entre eux ont fait l'objet d'excellents travaux, pour un grand nombre d'autres, il n'existe pas, en langue française, de monographies regroupant les renseignements essentiels sur leur régime politique et constitutionnel. Nous avons donc pensé qu'une encyclopédie politique et constitutionnelle pourrait rendre service aux étudiants et aux chercheurs.

Cette encyclopédie comprendra trois séries : la première sera consacrée aux États d'Afrique, la seconde aux États d'Amérique latine, la troisième aux États d'Asie. Afin de conserver le maximum de souplesse à cette publication, chaque État fera l'objet d'un fascicule distinct. Lorsque les fascicules relatifs à tous les États d'un continent auront été publiés, ils pourront être reliés en un volume unique.

Les fascicules comportent pour chaque État le texte de la Constitution ainsi qu'une liste des documents législatifs ou réglementaires les plus importants relatifs à l'organisation des pouvoirs publics et aux statuts des partis politiques.

Ils débutent par une note introductive dans laquelle on s'efforce de dégager les facteurs socio-économiques de la vie politique, de retracer les grandes phases de l'évolution politique et constitutionnelle, d'indiquer l'état actuel des forces politiques et de présenter le régime politique d'après les textes et la pratique.

Enfin une bibliographie sélective indique, pour chacun des problèmes traités, le ou les ouvrages de base à partir desquels il est possible de prendre une connaissance plus approfondie des problèmes politiques et constitutionnels de l'État étudié.

Le but recherché est de donner au lecteur une documentation aussi complète que possible, afin de lui permettre de se faire une opinion personnelle et de comparer les régimes des différents États. Cette comparaison sera rendue plus facile par la présentation sensiblement identique des fascicules.

Jean BAILLOU
Directeur de l'Institut international
d'Administration publique
2, av. de l'Observatoire, Paris (6^e)

[6]

Créé par un décret du 2 décembre 1966, *l'Institut international d'Administration publique* s'est vu attribuer une triple mission : d'enseignement, de coopération et de recherche.

- Établissement d'enseignement, il participe à la formation et au perfectionnement des fonctionnaires et futurs fonctionnaires qui lui sont confiés par les États étrangers.
- Instrument de coopération, il entretient des rapports avec les écoles et instituts d'administration publique des différents pays.
- Centre de recherche, il contribue à la diffusion des sciences et des techniques administratives, notamment en développant des recherches sur les problèmes spécifiques que pose l'Administration publique dans les pays étrangers.

Dans cet esprit, il a créé différentes publications et collections :

- le *Bulletin de l'Institut international d'administration publique*, revue publiant chaque trimestre des études, des informations bibliographiques, des chroniques ;
- un Annuaire international *de la Fonction publique* destiné à donner une information et permettre une réflexion systématiques sur l'un des problèmes essentiels de l'administration publique des différents États ;
- les *Cahiers de l'Institut international d'administration publique*, manuels d'initiation au droit et aux problèmes de l'administration ;
- des collections d'*Administration publique* qui comprennent des ouvrages destinés à la fois aux élèves des écoles et instituts d'Administration publique, aux fonctionnaires des États étrangers et aux spécialistes de l'administration publique comparée ;

- une *Encyclopédie administrative*, qui comprend des monographies sur l'administration des différents États ;
- enfin la présente *Encyclopédie politique et constitutionnelle*, collection de monographies comportant les textes des Constitutions des États d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, replacés dans leur contexte politique et social.

Précédemment parus dans cette Encyclopédie :

Pierre F. GONIDEC. - *La République du Sénégal.*
Jacques MOURGEON. - *La République de Côte-d'Ivoire.*
Marcel PIQUEMAL. - *La République islamique de Mauritanie.*
Pierre F. GONIDEC. - *La République fédérale du Cameroun.*
Charles CADOUX. - *La République malgache.*
Claude LECLERCQ. - *L'Empire d'Éthiopie.*
Gilbert TIXIER. - *La République du Libéria.*
Maurice A. GLÉLÉ. - *La République du Dahomey.*
Louis FAVOREU. - *L'île Maurice.*
Jacques VANDERLINDEN. - *La République rwandaise.*
Gabriel MPOZAGARA. - *La République du Burundi.*
Pierre KALCK. - *La République centrafricaine.*
Pierre-F. GONIDEC. - *La République du Tchad.*
Bernard CHARLES. - *La République de Guinée.*
Philippe LIPPENS. - *La République de Haute-Volta.*

[7]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

NOTE INTRODUCTIVE

[Retour à la table des matières](#)

La présente étude procède d'un plan classique. Après l'analyse des principales caractéristiques de la société kenyane contemporaine, nous examinerons successivement :

- l'évolution politique et constitutionnelle ;
- les forces politiques ;
- le régime politique actuel.

[9]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

Chapitre I

LA SOCIÉTÉ KENYANE

[Retour à la table des matières](#)

Le Kenya, comme de nombreux autres pays africains, est un pays qui évolue rapidement. Divers facteurs se conjuguent pour l'expliquer. Nous retiendrons plus spécialement ceux d'ordre démographique, social, économique et culturel.

A) Le facteur démographique

Le phénomène le plus important à signaler ici est indéniablement constitué par le changement démographique. En 1920, la population est évaluée à 2 627 103 habitants ; au moment des indépendances, elle atteint plus de 8 millions d'habitants et aujourd'hui les évaluations les plus récentes l'établissent à près de 11 millions.

	1920	1948	1962	1969
Évolution de la population globale (d'après les recensements officiels)	2 627 103	5 407 599	8 636 263	10 942 705

Le Kenya, avec un taux de croissance démographique de 3% par an, se situe parmi les pays du monde qui doublent sur une génération leur population. Il y a là une donnée dont les incidences sont multiples.

À ceci s'ajoutent des considérations plus spécifiquement locales. D'abord l'hétérogénéité de cette population. Certes plus de 97% des habitants du Kenya sont d'origine africaine, les 3% restants étant constitués d'Indiens et de Pakistanais, dans une proportion très infime d'Européens (40 000), d'Arabes et de personnes de diverses nationalités. Mais la population africaine est divisée en groupes ethniques multiples. Les plus importants sont représentés par les Kikuyu, les Luo et les Lunya.

Si on compare les données des recensements de 1948 et de 1962, on s'aperçoit que l'urbanisation atteint 285 445 individus en 1948 ; 670 945 en 1962 ; soit une progression de 6,3% par an, ce qui absorbe 10 à 15% de l'augmentation de la population sur cette période ; autrement dit le rythme d'urbanisation est assez rapide.

Il reste toutefois que la population africaine est faiblement urbanisée, alors qu'au contraire les populations d'origine non africaine sont concentrées dans les villes ; ce qui donne aux villes est-africaines leur apparence d'agglomérations cosmopolites. En 1962, 5,3% de la population africaine vit dans les villes, tandis que 84,8% des populations non africaines s'y retrouvent. Les deux principales agglomérations du pays sont Nairobi, qui compte 509 286 habitants en 1969, et Mombasa, 234 400.

La population est répartie inégalement sur le territoire ; la densité de 41 par mille carré établie par le recensement de 1962 n'est guère significative. Des régions connaissent de fortes concentrations de [10]

population (Highlands, abords du lac Victoria, zone côtière), tandis que partout ailleurs la population est clairsemée ou non sédentaire (province nord désertique).

La répartition par sexe est très équilibrée : 4 134 634 hommes pour 4 231 308 femmes ; par contre, des déséquilibres très grands et allant en s'accroissant dans la pyramide des âges.

	Moins de 1 an	1 à 5	6 à 15	16 à 45	46 et +
Distribution par classes d'âge de la population (d'après recense- ment de 1962 et en%)	2,9	18,1	27,1	40,8	11,1

B) Le facteur social

[Retour à la table des matières](#)

Il ne peut être compris sans référence au passé. La société kenyane a été, pendant toute la période coloniale, une société hiérarchisée. Au sommet de cette hiérarchie, une minorité blanche - infime si on compare son importance numérique avec celle des autres communautés ¹ - ayant ses valeurs propres et refusant toute relation interraciale ; son intention était de faire du Kenya une colonie de peuplement blanc. À un niveau intermédiaire, des minorités indiennes bénéficiant d'un statut social et économique qui les plaçait au-dessus de la population indigène ; leur tendance fut aussi de s'ériger en caste, pratiquant une certaine ségrégation de l'habitat et interdisant les mariages en dehors du

¹

	1921	1926	1931	1935	1938	1948	1956
Évolution population euro- péenne au Kenya, période coloniale	9 651	12 529	16 812	17 997	18 269	29 660	57 700

groupe. À la base, les masses africaines n'ayant de perspective de mobilité qu'à l'intérieur de leur propre communauté. C'est cette société que remet en cause la rébellion Mau-Mau (1952-1956).

Dans les années qui suivent, sous l'influence de la Grande-Bretagne, le Kenya cherche à organiser sa société sur un modèle multiracial. Il s'agissait d'établir chacune des différentes communautés sur un plan strictement égalitaire. Mais l'expérience tourne court devant l'intransigeance des différents partenaires. En 1960, la vocation africaine du territoire est reconnue ; les privilèges des minorités blanches supprimés ; un gouvernement principalement africain institué. L'indépendance, proclamée en 1963, vient mettre un terme au fait social hérité de la colonisation.

Depuis cette date, la société kenyane présente une physionomie nouvelle. La minorité des colons blancs a, dans sa presque totalité, quitté le pays. Les terres ont été rachetées et l'administration africanisée. Les colons ont été relayés par des « résidents » qui sont d'autant

[11]

[12]

mieux acceptés que leur intention n'est pas de s'établir dans le pays. Les minorités indiennes rencontrent de nombreuses difficultés et leur sort est loin d'être fixé. Elles subissent les effets d'une politique qui tend à les mettre en marge de la société globale. Cette société est aujourd'hui principalement africaine. Le phénomène qui la caractérise est celui d'une rapide modernisation.

La modernisation de la population est déjà perceptible sous la période coloniale ; mais elle marque une accélération à partir de l'indépendance avec le rajeunissement de la population. Elle est d'autant plus sensible que l'on prend en considération les masses rurales ou urbanisées ; elle n'en est pas moins généralisée. On peut se rapporter à la très intéressante étude de W. Edward Soja, *The Geography of modernisation in Kenya*, qui fournit de nombreux indices du changement social (mobilité, développement des services, information écrite et radio-télévisée, enseignement, mœurs, etc.). L'aspiration à la modernité est le sentiment le plus largement répandu chez les individus. Le fait social kenyan est à situer dans une perspective beaucoup plus dynamique que statique. Il rend d'autant plus important les problèmes de développement économique.

C) Le facteur économique

[Retour à la table des matières](#)

La colonisation engage le Kenya dans la voie d'une économie dualiste. Pays à vocation essentiellement agricole, le développement est conçu par le biais d'un secteur moderne de production détenu par les Européens et par un secteur d'économie de subsistance dans lequel la population africaine s'est trouvé enfermée.

Le secteur européen de production assure les principales ressources exportables : denrées tropicales, élevage. Il est à l'origine d'activités manufacturières de transformation. Il entretient un secteur de services. Sa supériorité repose sur l'appropriation des terres cultivables (*highlands*), des techniques modernes d'exploitation et les facilités de main d'œuvre que lui assure l'administration coloniale.

Le secteur africain répond aux besoins immédiats de la population. Sur les terres moins propices des réserves indigènes, une agriculture vivrière se développe ; elle commence tout juste à se départir de ses habitudes ancestrales. Ce n'est que très tardivement que le Plan Swynnerton (1955) permet à l'agriculture africaine de sortir du « ghetto » dans lequel la colonisation l'a enfermée, notamment en l'autorisant à cultiver des produits jusqu'alors réservés exclusivement aux colons blancs. La propriété individuelle est favorisée, les techniques modernes de production introduites. Mais les effets de cette politique ne sont pas perceptibles au moment de l'indépendance. Les deux secteurs ne se sont guère interpénétrés et sont facilement identifiables.

[13]

Face à ces données, l'attitude des dirigeants africains, aux lendemains de l'indépendance, est celle du réalisme. Elle consiste « à accepter l'héritage » en attendant de pouvoir lui faire subir les transformations réclamées par les masses. Plutôt que de désorganiser le secteur européen de production par des nationalisations immédiates, la politique retenue opère un progressif rachat des terres en même temps que sont initiés de nouveaux fermiers africains. Parallèlement, une action est entreprise pour ouvrir le secteur traditionnel à une économie moderne. L'africanisation des services et, dans une moindre mesure, du commerce, est recherchée.

Les choix sont consignés dans le premier Plan de développement qui couvre la période 1964-1970. Le Plan est révisé en 1966 en considération de données nouvelles ; l'effort est orienté vers l'agriculture avec le *Green Plan* de 1966 qui accélère l'africanisation des terres. Aujourd'hui le deuxième Plan quadriennal fixe les objectifs de développement pour 1970-1974. Il est prévu que ces objectifs doivent être révisés à intervalles réguliers pour tenir compte d'éléments conjoncturels. La modernisation de l'agriculture et l'industrialisation sont les deux priorités retenues.

Le mérite de ces plans est d'avoir conduit sans heurt le Kenya à une économie plus équilibrée. Le développement est le résultat des interrelations qui s'établissent entre les différents partenaires économiques sans considération de race. Le dynamisme économique n'en est que mieux assuré. En 1965, les exportations du territoire s'élèvent à 52 millions de livres kenyanes ; en 1966, à 62 millions ; elles attei-

gnent 69 millions en 1969, et ce, malgré l'effondrement de nombreux cours mondiaux.

L'économie du Kenya est largement ouverte sur l'extérieur. D'abord vers ses partenaires est-africains à l'intérieur d'un marché commun est-africain, qui a connu des difficultés en raison même du dynamisme kenyan. Ensuite vers les pays avec lesquels le territoire entretient des relations privilégiées. La Grande-Bretagne arrive en tête de ces échanges, suivie par la CEE et les pays nord-américains. On peut trouver dans *Études générales sur les économies africaines*, du Fonds monétaire international, l'essentiel des données économiques pour la période 1960-1969.

D) Le facteur culturel

[Retour à la table des matières](#)

Le facteur culturel explique peut-être beaucoup plus qu'aucun autre la rapide transformation du pays. Sous la période coloniale, un certain nombre de groupes ethniques ont bénéficié, plus largement que d'autres, des apports du colonisateur. Il en a été ainsi de ceux situés dans les zones de colonisation intensive (*Highlands*). Aujourd'hui, l'action culturelle tend à avoir une dimension nationale et cherche à atteindre l'ensemble des groupes sociaux. Ainsi [14] l'enseignement : le taux de scolarisation connaît une rapide progression depuis l'indépendance. En 1968, on compte 1 209 680 élèves dans l'enseignement primaire, 37 900 maîtres et 6 135 écoles.

Le nombre d'élèves dans l'enseignement secondaire a triplé de 1963 à 1968, passant de 30 120 à 101 360 ; 600 établissements diffusent cet enseignement. La formation des maîtres est assurée par des établissements spécialisés (25 pour le primaire et 2 pour le secondaire).

L'enseignement supérieur bénéficie des structures déjà en place au moment de l'indépendance. L'Université de Nairobi offre à l'étudiant la plupart des disciplines enseignées dans les universités occidentales. De 600 étudiants en 1963, les effectifs sont passés à 2 670 en 1970.

Les moyens de communication de masse sont aussi un instrument essentiel du développement culturel. Les programmes de la radio na-

tionale sont écoutés sur l'ensemble du territoire ; ils sont diffusés en anglais et en « swahili », langue largement entendue en Afrique de l'Est. La télévision a fait son apparition en 1962 ; on pouvait alors capter les émissions dans un secteur de 100 à 130 kilomètres autour de Nairobi. Depuis, de nombreux relais ont été installés. En 1969, on compte plus de 14 000 récepteurs de télévision dans le pays. La presse, enfin, a des tirages importants pour un territoire où les restrictions à la liberté d'expression ont longtemps freiné son développement.

**Tableau de la presse au Kenya
(évaluations juin 1970)**

Quotidiens en langue anglaise :	<i>East African Standard</i>	32 253
	<i>Daily Nation</i>	46 496
Quotidiens en langue swahili :	<i>Taifa Leo</i>	20 000
Hebdomadaires en langue anglaise :	Sunday Nation	46 425
	Sunday Post	16 500
Hebdomadaires en langue swahili :	Taifa	45 000
	Baraza	31 000
	African Samachar	20 000
Mensuels en langue anglaise	Target	14 000
	Lengo	17 000

Source : *Kenya, a land of contrasts*. Government Printer. Nairobi.

[15]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

Chapitre II

L'ÉVOLUTION POLITIQUE ET CONSTITUTIONNELLE

[Retour à la table des matières](#)

Le protectorat britannique sur le Kenya est proclamé en 1895. Auparavant, une compagnie à charte, la British East Africa Company, a assuré la pénétration. Dès le début du siècle le territoire est orienté dans la voie d'une colonie de peuplement. La Crown Land Ordinance de 1902 fixe le régime des terres. Certaines d'entre elles ne peuvent être aliénées qu'aux Européens ; des concessions sont prévues pour 99 ans ; en 1915, elles seront portées à 999 ans. Des réserves africaines sont constituées. Le reste, ce sont les Terres de la Couronne, toujours susceptibles d'être cédées aux futurs colons. Ce régime des terres, qui privilégie la colonisation, sera à l'origine de durs conflits.

En 1906, le territoire se voit reconnaître un embryon d'institutions représentatives. Un Conseil législatif et un Conseil exécutif sont créés, dans lesquels seules les minorités blanches sont représentées. Les représentants blancs, au premier rang desquels vient Lord Delamere, œuvrent au sein de ces institutions ; ils s'en assurent peu à peu le

contrôle. Ils cherchent à obtenir le « self government ». Leur action est favorisée par la période de guerre. Les mesures favorables aux minorités blanches se multiplient. En 1918, un plan d'installation d'anciens combattants est mis en place ; une intensification de la colonisation s'en suit. En 1920, le territoire passe sous contrôle du Colonial Office en accédant officiellement au statut de colonie. Il gardera ce statut jusqu'en 1963.

La période 1920-1963 est fertile en événements. La première phase est constituée par un ensemble de faits qui conduisent à rendre vaine la tentative des minorités blanches d'accaparer le pouvoir et de faire du Kenya ce *White man country* auquel elles aspirent. On peut la situer de 1920 à 1952. La seconde est celle qui voit le territoire orienté dans une voie multiraciale. Elle est contemporaine de la révolte Mau-Mau et aboutit à deux constitutions : la constitution Lyttleton de 1954 et la constitution Lennox Boyd de 1958. Cette voie multiraciale se révèle rapidement impraticable. Le Kenya entre alors dans une troisième phase de son évolution dont l'aboutissement sera l'installation difficile d'un gouvernement africain, 1960-1963.

A) Le « White Man Country » : 1920-1952

[Retour à la table des matières](#)

Le Kenya est resté pendant une longue période de son évolution le pays qui pouvait devenir un dominion blanc, à l'exemple de l'Afrique du sud, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. Différentes actions conjuguées vont rendre vaine cette tentative, principalement soutenue par les minorités blanches d'Afrique de l'est, mais trouvant aussi des échos en Afrique blanche anglophone (Rhodésie, Afrique du sud) et au Colonial Office.

[16]

a) *Le Devonshire White Paper, 1923*

La première tentative est celle qui débouche sur la publication de ce document, célèbre dans l'histoire de la colonisation britannique. Elle marque l'inanité des efforts dirigés vers un octroi direct du statut de dominion blanc par la puissance impériale.

On a suggéré, dit le texte, que le Kenya puisse avancer dans un proche avenir, dans la voie du *responsible government* (référence à la revendication des colons européens). Le gouvernement de Sa Majesté voit toutefois des objections à l'adoption d'une telle politique dans l'état actuel du Territoire... Il est convaincu que le système de gouvernement actuel, dans les conditions présentes, est beaucoup plus apte à réaliser les objectifs qu'il s'est fixés et qui sont l'exercice sans entrave de la tutelle sur les populations indigènes ainsi que la satisfaction des aspirations légitimes de toutes les communautés résidant dans le Territoire... Le gouvernement britannique ne peut considérer la demande du *responsible self government* que comme étant hors de question pour quelque période que l'on puisse maintenant prendre en considération.

Par d'autres passages, le gouvernement britannique opposait une fin de non recevoir aux revendications des minorités blanches visant le *self government* du Territoire. Différents motifs étaient invoqués, le plus important était celui en rapport avec les droits des populations indigènes qui ne pouvaient être sacrifiées. Il s'agit certes d'une déclaration de principe. Le *Devonshire Paper* n'empêchera pas les minorités blanches d'agir librement dans le sens de la consolidation de leur domination. Il mettait un terme cependant à leur première tentative sérieuse de confiscation du pouvoir.

*b) Le projet de Fédération est-africaine,
ou « Closer Union », 1924-1931*

Les minorités blanches ne désarment cependant pas et, au lendemain de leur échec, on les voit repartir à la conquête de leur objectif à travers un projet nouveau : celui d'une Fédération d'Afrique de l'est ou « Closer Union ». Il faut dire, pour la compréhension de cette attitude, que le *Devonshire White Paper* est attribué à la coalition pernicieuse des libéraux et des travaillistes au pouvoir à cette époque. Le retour des conservateurs permet d'entretenir de meilleures espérances. L'idée est alors d'obtenir pour l'ensemble est-africain ce qui n'a pu être obtenu pour le Kenya tout seul. La reconnaissance d'un mandat britannique sur le Tanganyika, en 1920, rend réalisable cette Afrique chère à Cecil Rhodes allant de l'Égypte à l'Afrique du sud. Le Secrétaire d'État aux Colonies, L. S. Amery, y est acquis. Dans cette perspective, les pays de l'est africain (Kenya, Ouganda et Tanganyika) ont à resserrer leurs liens ; une union plus étroite - *Closer Union* - est à rechercher. La Commission Hilton Young en est chargée. Le malheur voulut pour les communautés blanches qu'à la tête du Tanganyika, se trouvait un gouverneur prestigieux, [17] adepte d'un développement africain, représentant authentique de cette *West African School* honnie en Afrique de l'est. On ne peut venir à bout de son entêtement. En 1929, lorsque la commission présente son projet, le compromis auquel elle a abouti prévoit plus une union administrative qu'une union politique. Le coup de grâce est porté par le gouvernement travailliste constitué en juin 1929. Au début de l'année 1930, il propose au Parlement la constitution d'un « Comité conjoint des deux Chambres » (Joint Select Committee) chargé de définir « une politique qui soit celle de la Nation et non celle d'un parti ». Les travaillistes entendent mettre un terme aux initiatives conservatrices favorables à l'idée d'un *White Dominion*. En 1931, le comité conclut à l'inopportunité d'une union politique ; il propose une coopération administrative et économique et laisse aux gouverneurs des différents territoires le soin d'en définir les modalités. Il en résulte qu'aucune modification de fond n'est apportée au statut du Territoire pendant cette période. Le Kenya reste une colonie soumise au pouvoir souverain de la puissance coloniale. La se-

conde tentative des minorités blanches, qui anime la vie politique du Territoire de 1924 à 1931, débouche sur un nouvel échec.

La vie politique se fait d'ailleurs plus calme à partir de ce moment. Le Kenya des années trente connaît la morosité. La crise économique mondiale a des répercussions dûment ressenties par les populations. Les colons blancs prennent conscience de l'échec du peuplement blanc. Les masses africaines se font plus pressantes, ne serait-ce que par les problèmes économiques qu'elles soulèvent. Les squatters sont aux portes de la cité, démunis, mais en même temps inquiétants. Le problème des terres est au centre des revendications. En 1934, la Commission Morris Carter convient que « des injustices ont été commises dans la distribution des terres », mais les mesures qu'elle propose ne sont que des expédients. À l'approche de la guerre, l'autorité du gouvernement central se fait plus ferme ; les mouvements politiques voient leur activité contrôlée ; de nombreux groupements sont dissous. L'administration œuvre pour une mobilisation générale du Territoire ; Européens, mais aussi Indiens et Africains sont sollicités pour la défense d'une même cause, celle de la liberté. Le Kenya participe activement à l'effort de guerre ; au lendemain du conflit, les minorités blanches ne sont plus les seules qui entendent faire valoir leurs titres. Elles n'en sont que plus agressives d'ailleurs.

c) Le blocage du « progrès politique » : 1945-1952

Cette période, lourde de conséquence dans l'histoire politique du Territoire, voit l'initiative changer de camp. Le Colonial Office de l'après-guerre n'entend plus laisser les pouvoirs locaux agir librement dans le sens de ce qu'ils considéraient être l'intérêt de la colonisation. En 1945, le Kenya fait partie de ces pays dans lesquels les [18] dirigeants britanniques envisagent l'évolution sur la base d'un *partnership* des races. La nomination d'un représentant au Conseil législatif est le symbole de cette politique nouvelle. En 1947, une seconde nomination suit. En 1948, ce Conseil est profondément réformé ; à côté des représentants de l'administration (16 membres) une majorité représentative des populations est établie (17 membres). Elle est composée de membres élus (11 Européens, 5 Indiens, 1 Arabe) et de membres

nommés (4 Africains, 1 Arabe). Ces mesures, suivies de beaucoup d'autres dans le domaine économique et social, sont interprétées par les minorités blanches comme le signe que le Kenya dérive dans le sens du nationalisme africain. En 1946, l'Electors' Union, parti des colons blancs, proclame sa volonté de maintenir le Territoire « sous contrôle européen pour quelque temps que l'on puisse prendre en considération ». L'intransigeance des minorités blanches s'affirme dans les années qui suivent. En 1951, la nomination d'un premier représentant africain au Conseil exécutif renforce l'agressivité des dirigeants européens ; pour eux, une évolution calquée sur celle des pays d'Afrique de l'ouest n'a pas lieu d'exister au Kenya. « Ceux qui considèrent qu'une telle chose est possible doivent être considérés comme séditionnels », proclament-ils dans un document du Conseil législatif. Le résultat de cette attitude intransigente se traduit par un blocage du progrès politique, préjudiciable finalement à une évolution sans heurt. Le Kenya s'achemine alors lentement vers son destin.

B) La voie multiraciale

[Retour à la table des matières](#)

La rébellion Mau-Mau (1952-1956) contribue à cette nouvelle orientation du Territoire, jusqu'ici dominée par le mythe du *White Man Country*. L'arrivée des troupes britanniques, après la proclamation de l'état d'urgence, le 20 octobre 1952, marque la fin de l'ère des *White Settlers*. Désormais, le pouvoir est à Londres et les autorités britanniques entendent arrêter des solutions réalistes. Celle leur paraissant la mieux adaptée aux caractéristiques du Territoire est contenue dans le terme de « multiracialism ». Il s'agissait de concevoir le développement de façon à ce que chaque communauté raciale fût assurée que ses intérêts ne seraient pas subordonnés à ceux d'autres groupes raciaux. Sur le plan politique, chaque communauté, indépendamment de son importance numérique, devait être associée au pouvoir et bénéficier de la même influence. Pratiquement, le « multiracialism » débouchait sur un système de représentation communautaire (Communal Representation) conférant en principe à chaque communauté la même représentation. Deux constitutions jalonnent cette voie multiraciale.

[19]

a) La constitution Lyttleton, 1954

Cette constitution marque une étape dans l'évolution du Territoire ; non pas tant d'ailleurs par l'organisation des pouvoirs publics qu'elle arrête que par son esprit multiracial. Sur un plan institutionnel, la seule innovation est représentée par un conseil des ministres se superposant à l'ancien conseil exécutif. Il a la responsabilité de la politique gouvernementale sous la conduite du gouverneur. Le Conseil législatif est maintenu ; une commission devait faire des propositions en vue de son réaménagement. Mais la constitution pose le principe d'un gouvernement multiracial. C'est là sa signification la plus importante. Les communautés seront divisées face à cette orientation nouvelle du Territoire. Il en est ainsi d'abord des Européens partagés entre un groupe libéral conduit par Michael Blundell, favorable à la politique britannique, et un groupe intransigeant représenté par l'United Party. Il en est ainsi aussi des minorités indiennes inquiètes de leur sort ; certains de leurs dirigeants n'hésitent pas à faire leur la cause nationaliste africaine ; d'autres adoptent des attitudes plus circonspectes. Enfin les Africains eux-mêmes, privés de la plupart de leurs dirigeants incarcérés, dont Jomo Kenyatta, expriment des attitudes contradictoires. La fin de la rébellion Mau-Mau, en 1956, permet cependant à la situation de se clarifier.

En février 1957, le projet de la commission chargée de la réforme du Conseil législatif est adopté ; chaque communauté se voit reconnaître le droit d'élire ses représentants. Les Européens bénéficient d'une sur-représentation avec quatorze sièges. Les Africains, pour lesquels sont établies des qualifications de vote établissant leur électorat à 400 000 électeurs environ, ont à élire huit représentants ; les Indiens six et les Arabes un. Les élections sont fixées au 2 mars. Elles s'annoncent importantes pour l'avenir de l'expérience multiraciale tentée par les Britanniques. L'attention en particulier est fixée sur le comportement de l'électorat africain. Selon que ses voix se porteront sur les candidats favorables à la politique de développement multiracial, ou sur les candidats nationalistes qui y sont hostiles, l'expérience aura des chances d'être poursuivie ou au contraire abandonnée. C'est cette

seconde branche de l'alternative qui semble être le verdict des urnes. Pourtant les autorités britanniques cherchent à faire prévaloir encore quelque temps les principes d'un développement multiracial.

b) La constitution Lennox-Boyd, 1958

Aussitôt élus, les représentants refusent de participer au gouvernement, tant que leur représentation ne sera pas élargie. Ils réclament une révision constitutionnelle. Elle n'est pas écartée par les Européens libéraux. Au mois d'octobre 1958, le secrétaire d'État aux Colonies, M. Lennox-Boyd, se rend dans le Territoire. Il cherche un compromis. [20] Celui-ci se révèle impossible. Finalement de nouvelles dispositions sont arrêtées par le secrétaire d'État. Le Conseil législatif est organisé selon un système compliqué de représentation. Dans sa fraction officielle, on compte six membres de droit, trente-sept nommés, un speaker, soit au total quarante-quatre membres. Dans sa fraction représentative, trente-six membres sont élus par chaque communauté séparément (quatorze membres par les Européens, quatorze par les Africains, six par les Indiens, deux par les Arabes) et douze membres sont élus par le Conseil lui-même à raison de quatre par communauté, soit au total quarante-huit membres. Cet équilibre de représentation devait à son avis permettre un bon fonctionnement des institutions dans un esprit multiracial.

Le Conseil des ministres conserve son aménagement antérieur. Par contre une institution nouvelle apparaît avec la création d'un Conseil d'État, dont la fonction essentielle est de veiller à ce qu'aucune mesure prise par le Conseil législatif ne puisse attenter aux droits d'une communauté. Sa composition est multiraciale. Ses dix membres ne peuvent appartenir au Conseil législatif. Il exerce une sorte de contrôle de constitutionnalité puisqu'il peut se prononcer sur tout projet ou proposition de loi émanant du Conseil législatif dont l'une quelconque des dispositions est susceptible de se révéler désavantageuse pour les individus appartenant à d'autres groupes... En cas de conflit entre le Conseil législatif et le Conseil d'État, il était prévu que le différend serait soumis au gouvernement ou éventuellement au secrétaire d'État qui décideraient de l'annulation éventuelle des mesures en cause. Ce bel édifice constitutionnel ne va cependant pas résister aux assauts

répétés du nationalisme africain. Après bien des difficultés, l'administration britannique arrive à mettre en place ses nouvelles institutions. Mais leur fonctionnement s'avère impossible. En décembre 1959, Iain Macleod, nouveau secrétaire d'État aux Colonies, se rend au Kenya pour convenir des modalités de réunion d'une conférence constitutionnelle, dont l'objet serait « de construire une nation fondée sur des institutions parlementaires ». Une troisième période s'ouvre pour le Kenya : celle de l'indépendance.

c) La voie de l'indépendance, 1960-1963

Elle est définie par trois étapes classiques de la décolonisation britannique : le *responsible-government*, l'*internal self-government* et enfin le *self-government* à l'intérieur du Commonwealth.

- Le responsible government

Il est négocié à la conférence constitutionnelle de Lancaster House au mois de février 1960. C'est l'étape décisive pour l'orientation du Territoire dans une voie africaine. La levée de l'exclusivité raciale sur les terres est obtenue après d'âpres débats marqués par un combat [21] d'arrière-garde des colons européens. Le collège unique fait son apparition pour la désignation des élus. Un gouvernement responsable devant les représentants est institué. Le Kenya est définitivement entré dans la voie de son émancipation.

Les lendemains de cette conférence font apparaître cependant des signes inquiétants pour l'avenir du Territoire. La communauté européenne, désabusée face à l'orientation nouvelle, marque sa volonté de désengagement. Des mesures immédiates sont prises ; le rapatriement des capitaux affecte sérieusement l'économie du Territoire. Les premiers départs s'organisent généralement vers la Rhodésie et l'Afrique du sud. L'administration britannique sent parfois que la situation lui échappe. C'est la période où se créent la Kanu et la Kadu. Beaucoup plus que des partis unitaires, ce sont des fédérations de partis multi-

ples ayant leur assise sur le plan local. Leur opposition envenime la vie politique.

La mise en place du *responsible government* en est rendue plus délicate. Des élections sont organisées le 23 février 1961. Le 18 avril, le premier gouvernement à direction africaine est formé dans un contexte très conflictuel. La Kadu accède au pouvoir dans des conditions discutables. Son opposant de l'époque, la Kanu, ne cesse de croiser le fer. La libération de Jomo Kenyatta, le 15 août 1961, permet cependant une atténuation des conflits et une normalisation passagère de la vie politique.

- *L'internal self government*

La libération du « vieux détenu » est le signe que l'indépendance est proche. Profitant de son prestige de leader incontesté, Jomo Kenyatta tente une réunification du mouvement africain. Après de longues discussions, l'échec est patent. L'antagonisme Kanu-Kadu n'en sort que renforcé. Il se manifeste en particulier à la conférence constitutionnelle ouverte à Londres le 14 février 1962, pour négocier l'autonomie interne du Territoire. La Kadu y apparaît avec des thèses fédéralistes et régionalistes ; la Kanu s'y oppose et réclame un État unitaire fortement centralisé. La conférence ne se termine que le 7 avril après des débats acharnés. Un compromis aussitôt rejeté par les deux factions en sort. L'édifice constitutionnel retenu est considéré par les commentateurs comme « le plus compliqué qu'un territoire colonial eût connu ». Il comprend un Parlement bicaméral au niveau central, des assemblées régionales au niveau local. Une répartition des pouvoirs extrêmement compliquée laisse douter de l'applicabilité du système.

Au mois d'avril 1962, un gouvernement de coalition Kanu-Kadu est constitué, mais la situation tourne rapidement à la confusion. Le Kenya semble s'orienter dans les pires conditions vers l'indépendance. Fort heureusement, au début de l'année 1963, les élections [22] organisées pour la désignation des membres des différentes assemblées, nationales et régionales, entraînent une relative clarification.

À l'Assemblée nationale, la Kanu remportait 66 sièges, la Kadu 31 ; 15 autres sièges allaient à des candidats indépendants dont certains vont rallier la Kanu.

Au Sénat, la Kanu obtenait 19 sièges ; la Kadu 16 ; et il y avait 3 élus indépendants.

Dans les assemblées régionales, la Kanu s'assurait la majorité dans trois d'entre elles ; il y avait sept assemblées de ce type. Sur l'ensemble des sièges régionaux, la Kanu comptait 158 élus de sa tendance, contre 51 pour la Kadu.

En s'affirmant comme le parti nettement majoritaire, la Kanu peut désormais faire prévaloir ses choix politiques. Le 1^{er} juin 1963, un gouvernement unitaire est formé avec Jomo Kenyatta comme Premier ministre ; Oginga Odinga à l'Intérieur et Tom Mboya à la Justice et aux Affaires constitutionnelles. Il ne reste plus à cette équipe qu'à négocier l'indépendance, ce qui se fait rapidement.

C) L'indépendance

[Retour à la table des matières](#)

Le 25 septembre 1963 s'ouvre à Londres la dernière Conférence constitutionnelle de cette période de décolonisation. Les travaux durent jusqu'au 19 octobre. La constitution établie en 1962 est au centre des débats. Le gouvernement Kanu en réclame la révision dans le sens d'un renforcement du pouvoir central. Les représentants de la Kadu appuyés par les négociateurs européens réussissent cependant à préserver les prérogatives des pouvoirs régionaux. La constitution révisée fait du Kenya un dominion de Sa Majesté. Au sommet de l'édifice constitutionnel, la Reine et son représentant dans le Territoire, le gouverneur général, détiennent des prérogatives formelles. Le pouvoir est entre les mains d'un cabinet responsable devant les chambres. La constitution, qui ne comprend pas moins de 247 articles - une des plus longues de l'histoire du Commonwealth - précise les droits des minorités et régleme les libertés fondamentales. Sa révision est rendue

très sévère pour éviter que ces droits ne soient remis en question. Le 12 décembre 1963, en présence de son Altesse royale le duc d'Edimburgh, l'indépendance est officiellement proclamée à Nairobi.

[23]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

Chapitre III

LES FORCES POLITIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Une distinction établie conduit à traiter séparément des partis, des syndicats et autres acteurs de la vie politique. Au Kenya, ce clivage est peu praticable pour la période coloniale. La division de la société en groupes sociaux séparés rend plus opérationnelle la distinction des forces politiques selon leur appartenance raciale. Ceci de façon d'autant plus évidente que la démarcation entre les diverses forces politiques n'est jamais clairement apparue. Les colons européens agissent sur le plan politique à partir d'organisations professionnelles qui sont en fait de véritables partis. Les élites africaines adoptent la même attitude, en particulier pendant la période de l'état d'urgence où les partis politiques sont interdits. Les syndicats sont alors, au delà des apparences, des organisations politiques permettant aux groupes sociaux de s'exprimer.

Au lendemain de l'indépendance, la disparition des oppositions raciales redonne toute sa valeur à la distinction. Nous présenterons par conséquent les forces politiques sous la période coloniale suivant un critère différent de celui que nous utiliserons pour la période qui suit

l'indépendance. Ceci ne peut nuire, à notre avis, à la compréhension des évolutions car les filiations apparaissent aisément.

A) La période coloniale

[Retour à la table des matières](#)

L'expression des opinions, la constitution de groupements sont assez généralement contrôlées sous la période coloniale ; les partis politiques en particulier sont considérés avec suspicion. Ils représentent pour l'administration coloniale et les colons des dangers pour l'ordre établi. Cette position de principe a des conséquences sur l'attitude des différents groupes sociaux. Ceux-ci vont chercher à s'exprimer, au gré des circonstances, au travers d'organisations très diverses au rang desquelles viennent en premier lieu les organisations professionnelles, religieuses, traditionnelles, homogènes sur un plan racial.

a) Les forces politiques européennes

Elles sont très agissantes sous la période coloniale ; elles tirent alors leur force de leur unité. Elles connaissent leurs premières dissensions à l'approche de l'indépendance. C'est le prélude à leur disparition de la scène politique kenyane.

Jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, les organisations dans lesquelles se retrouvent les colons sont souvent des groupements de fait, peu structurés. Leur puissance repose sur leur large [24] pouvoir de mobilisation de la communauté blanche. Il existe des organisations permanentes ; la *Colonist Association* fondée en 1902, la *Planters' and Farmers' Association*, constituée en 1903 ; et de nombreuses associations locales de colons. Les représentants européens dans les organismes représentatifs et de gouvernement sont des agents actifs de la vie politique ; en particulier Lord Delamaere, défenseur infatigable du *White Man Country*.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, une organisation nouvelle apparaît, l'*Electors' Union*, fondée en mars 1944. Elle mène le combat politique jusqu'en 1954. L'éclatement de l'organisation ne

peut être évité. Trois partis apparaissent alors : le Federal Independence Party (FIP) qui défend un programme inspiré de l'apartheid sud-africain ; l'United Country Party (UCP) de Michael Blundell qui regroupe les dirigeants libéraux ; enfin, l'United Party (UP), dirigé par le Group Captain Briggs ; il reprend les positions traditionnelles des colons blancs. Ces partis disparaissent au moment de l'indépendance.

b) Les forces politiques indiennes

Leur rôle a été surtout important dans la période de l'entre-deux-guerres. Après la seconde guerre mondiale, la montée du nationalisme africain les place dans une position de moindre influence.

Dans la période de l'entre-deux-guerres, la communauté indienne se retrouve dans de multiples organisations culturelles, religieuses, de défense d'intérêts. Une tentative de regroupement est tentée en 1913 par A.-M. Jeevanjee, qui crée l'East African Indian National Congress, elle n'aura guère d'écho. Les dirigeants indiens préfèrent conserver les multiples véhicules d'expression que sont leurs diverses organisations. C'est à partir d'elles qu'ils contestent dès 1918 la position privilégiée des minorités blanches ; leur action conduit le gouvernement britannique à préciser ses vues sur l'évolution du Kenya en 1923, dans le *Devonshire White Paper*, officiellement intitulé *Indians in Kenya*. En ce sens, on peut considérer que les organisations indiennes, en s'opposant aux minorités blanches, ont eu une grande influence sur l'évolution ultérieure du territoire. En 1934, les Indiens sont à l'origine d'une organisation syndicale, l'Asian Railway Association, qui, en 1936, perd son particularisme ethnique. L'Union se transforme - et devient l'East Africa Trade Union Congress -. Ce dernier mouvement constitue le point de départ du mouvement syndical africain, dans lequel un certain nombre d'Indiens jouent un rôle important.

c) Les forces politiques africaines

Leur apparition dans la vie politique kenyane se fait au lendemain de la première guerre mondiale. Encore s'agit-il à cette [25] époque d'initiatives isolées vite réprimées par l'administration coloniale. Les organisations africaines sont en général interdites lorsqu'après quelques mois de fonctionnement, il s'avère qu'elles ont une activité politique.

Ainsi en 1922, un jeune dirigeant Kikuyu Harry Thuku, fonde la Kikuyu Central Association (KCA). Le groupement entend défendre les droits des Africains, notamment en matière de terres. Peu de temps après, prétextant de manifestations organisées par l'association, celle-ci se voit interdire toute activité politique, et son leader frappé d'une mesure de déportation. En 1924, à l'initiative de personnalités diverses, pas exclusivement kikuyu, est créée l'*East African Association* ; parmi ces personnalités, Jomo Kenyatta, qui va symboliser par la suite l'ensemble du mouvement nationaliste africain. En 1927 l'Association passe dans la clandestinité avant d'être dissoute. Le mouvement africain sort éprouvé de ces mesures. Des divisions naissent quant aux stratégies à adopter. En 1935, la *Kikuyu Provincial Association* (KPA) apparaît, d'obédience gouvernementale. Elle regroupe des chefs de l'administration indigène que les autorités coloniales contrôlent et entendent opposer aux forces politiques africaines montantes.

Celles-ci s'organisent dans les cadres qui leur sont les plus favorables, les églises, les écoles en particulier. En 1935, dans la province du Nyanza, un prophète du nom d'Élie annonce la « libération prochaine ». La prophétie prend une dimension politique. Il fonde une secte qui attire des fidèles en nombre de plus en plus grand ; en 1944, elle est frappée d'interdiction, le prophète déporté dans la province nord du Kenya. D'autres sectes se constituent à cette époque, chez les Kikuyu et les Kamba (Dini ya Jesu Cristo : secte de Jésus-Christ), chez les Suk du versant oriental du mont Elgon. Elles sont rendues responsables de nombreux mouvements de protestation, d'actes de brigandage et parfois d'assassinats. La répression les atteint sévèrement. Des églises autonomes apparaissent, dont l'action est orientée en particulier vers la création d'écoles africaines indépendantes, à l'exemple de cel-

les des missions européennes. La *Kikuyu Orthodox Church* est à l'origine de la *Karinga Schools Association* ; la *Kikuyu Indépendant Pentecostal Church* fonde la *Kikuyu Indépendant Schools Association*. Les maîtres sont formés au « Kenya Teachers College » de Githunguri dont Jomo Kenyatta prend la direction. L'action de ces Églises et de ces écoles est importante dans la formation des attitudes à l'égard du colonisateur. Évitant une coloration politique trop marquée, elles propagent des idées et des valeurs qui seront à la base du mouvement nationaliste au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Ce mouvement prend alors une dimension nouvelle. Il s'inscrit dans le cadre d'une condamnation globale du système colonial. En 1947, Jomo Kenyatta, après un long séjour en Europe et à travers le monde, revient dans le Territoire. Son retour est l'objet de manifestations [26] de masse. Aussitôt, son leadership s'affirme sur une organisation créée en 1946, la Kenya African Union (KAU) qui prolonge l'action de la KCA, interdite à la veille de la guerre. La KAU, fortement établie chez les Kikuyu, multiplie ses cellules dans le pays, encadre les populations et rallie à la cause nationaliste les Luo, deuxième groupe ethnique important. La lutte se radicalise et le nationalisme pénètre dans de nombreuses catégories sociales, populations rurales, élites modernisées, mais élites traditionnelles également. Les mouvements clandestins se multiplient, cherchant la confrontation directe avec le colonisateur. Dans les campagnes se développent les marches de protestation des « squatters ». Les populations à l'étroit dans leurs réserves revendiquent, tandis que de larges espaces sont laissés inexploités par les colons européens. Dans les villes, les mouvements de grève s'amplifient, notamment à Nairobi et à Monbasa où les premières organisations syndicales font leur apparition. L'action prend parfois une forme insurrectionnelle, sans qu'il soit possible d'établir l'origine des mouvements. En 1950, une secte politico-religieuse commence à faire parler d'elle ; son programme, « la reprise des terres volées par les blancs, le self government, la destruction des églises chrétiennes, la restauration des anciennes coutumes, l'expulsion des étrangers ». Au début de l'année 1952, les premiers attentats sont perpétrés. L'insécurité s'étend. Le 22 octobre 1952, l'état d'urgence est proclamé ; l'ensemble des dirigeants nationalistes arrêtés, les organisations politiques interdites. La *Kenya African Union* est frappée ; Jomo Kenyatta emprisonné ainsi que la plupart de ses dirigeants.

La répression de l'insurrection entraîne l'intervention des troupes britanniques. Une désorganisation totale des forces politiques africaines s'en suit. Seules émergent de cette période troublée les forces syndicales regroupées dans la *Kenya Fédération of Labour* dirigée par Tom Mboya, jeune leader qui apparaît tandis que les vieux militants sont internés ou assignés à résidence dans des camps de regroupement. Sur le plan local, l'administration favorise la constitution d'associations tribales qui ravivent des animosités anciennes ou persistantes. Le factionnalisme s'installe, dont les effets néfastes seront perçus aux lendemains de l'insurrection.

En 1957, la constitution de partis politiques nationaux est toujours interdite. Cette interdiction portera effet jusqu'en 1960. La période est propice à la constitution d'organisations politiques locales dirigées par des personnalités nouvelles cherchant une assise tribale. Un embryon d'organisation de dimension nationale apparaît avec la constitution de l'*African Elected Members Organisation* qui regroupe les huit représentants africains élus le 2 mars 1957. Le mouvement syndical reste toutefois l'organisation la plus solide et explique le poids de son jeune secrétaire, Tom Mboya, dans la vie [27] politique de cette époque. En 1960 enfin, les perspectives du développement constitutionnel conduisent les forces politiques africaines à s'organiser sur un plan plus conforme aux exigences de la compétition politique qui s'annonce. Des tentatives de regroupement se dessinent en 1960.

En mars 1960, la Kanu (Kenya African National Union) se forme. Le mouvement se veut national et représentatif de tous les groupes ethniques ; le reproche lui sera fait cependant de favoriser les Luo et les Kikuyu.

Un certain nombre de dirigeants, ayant leurs propres assises partisans, préfèrent se retrouver dans un autre cadre de regroupement. Ils fondent la Kadu (*Kenya African Democratic Union*), en juillet 1960. Le parti apparaît très vite comme le refuge des groupes les moins importants qui craignent la domination des populations des Highlands et de la Rift Valley.

Mais ces deux regroupements révèlent aussitôt leurs faiblesses :

- partis décentralisés, ils s'avèrent incapables de mettre sur pied une organisation nationale puissante. La Kadu est une fédération lâche de partis locaux (*Coastal African Peoples' Union* de R. Ngala ; *Kenya*

African Peoples Party, de Muliro ; *Kalendjin Political Union* ; *Masai' United Front* ; etc.).

La Kanu se veut plus centralisatrice ; mais les efforts entrepris pour traduire dans les faits cette intention commune à tous ses membres sont paralysés par les conflits de leadership (Odinga, Mboya en particulier, mais ces conflits se retrouvent à tous les échelons du parti) ;

- partis divisés. Les partis n'arrivent pas à surmonter leurs oppositions. L'opposition Kanu-Kadu domine la vie politique kenyane de 1960 à 1964. Elle est exacerbée jusqu'en 1963. La Kadu menace de faire sécession avec les provinces qui lui sont favorables. Mais ce sont surtout les divisions internes qui révèlent la faiblesse des partis. Des conflits incessants de personnalités vont ruiner l'espoir de les voir se constituer en forces politiques responsables. Des conséquences vont en être tirées, qui marquent d'un particularisme assez grand la vie politique kenyane d'après l'indépendance.

B) Les forces politiques de l'indépendance à nos jours

[Retour à la table des matières](#)

La période de l'indépendance à nos jours est marquée par un phénomène facilement explicable, l'effacement des forces politiques européennes et indiennes de l'échiquier politique kenyan. Cela ne [28] veut pas dire d'ailleurs que l'influence des communautés indiennes et européennes ait disparu. Leur action, quoique diffuse, n'est cependant pas absente. Elle prend le canal de groupes de pression divers, gages souvent d'une plus grande efficacité. La vie politique locale est émaillée de faits divers nombreux, mais invérifiables, laissant supposer que leur puissance est loin d'être négligeable.

Il reste évident malgré tout que les forces politiques kenyanes sont aujourd'hui avant tout les forces politiques africaines. Ces forces politiques ont pour trait dominant leur faible organisation, leur division et leur relative influence dans un processus de décision qui s'est de plus en plus trouvé monopolisé par les autorités légalement instituées : celles de l'État et de l'administration.

a) Les partis politiques

Après avoir connu une période de parti unique assez formelle, le Kenya est revenu de 1966 à 1968 à une situation partisane marquée par le bipartisme pour se trouver aujourd'hui à nouveau dans une phase de parti unique. Cette évolution ne doit pas être considérée comme essentielle, face au phénomène majeur constitué par l'incapacité des partis à s'affirmer dans la vie politique kenyane.

- Cette incapacité est d'abord celle du parti de gouvernement.

La Kanu aborde la période de l'indépendance avec un capital de légitimité qui n'est pas encore de nos jours sérieusement entamé. Le parti symbolise au Kenya la lutte nationaliste. Héritier de la KAU, victime de la répression pendant l'état d'urgence, artisan de l'indépendance, son charisme est grand auprès des masses. Ses divisions internes interdisent toutefois son utilisation comme appareil de gouvernement.

En 1961, Jomo Kenyatta, récemment libéré, cherche à résorber les dissensions existantes. Il est vraisemblable qu'il tire des leçons de son échec qui se confirme au début de 1962. Non seulement le leader kenyan découvre le factionnalisme poussé qui existe au sein de la Kanu, dont il prend la présidence, mais il prend conscience de l'impossibilité de dépasser les oppositions, souvent très anciennes. Convaincu que cet état de choses ne peut trouver de solution avant la prise du pouvoir, Jomo Kenyatta verse alors le poids de sa légitimité personnelle sur les institutions d'État dont il prend le contrôle, le 1^{er} juin 1963, lorsqu'il est investi Premier ministre.

Le choix fait par Jomo Kenyatta au profit de l'appareil d'État est suivi par la plupart des dirigeants incapables de surmonter leurs oppositions. L'opposition principale est celle qui repose sur un courant réformiste dont Tom Mboya se fera le champion et un courant progressiste, voire révolutionnaire, animé par Oginga Odinga. Mais, il s'agit là d'un conflit qui s'accompagne de bien d'autres ; ce qui [29] établit le factionnalisme à un niveau très poussé. Le parti Kanu joue cependant un rôle dans la vie politique kenyane.

Ce rôle, il ne le doit pas d'ailleurs à son organisation. Les organismes dirigeants du parti n'ont d'activité réelle que très occasionnellement. De 1963 à 1966, le Comité exécutif national n'est pas réuni une seule fois. Selon Cherry Gertzel, qui a séjourné au Kenya pendant cette période, « la machine du parti tourne très peu ». Les locaux de la Kanu à Nairobi sont désertés. Dans le pays, les sections de district manquent de structuration ; les cotisations ne sont pas relevées. Les finances sont dans la plus totale déconfiture. En 1966, le téléphone est coupé au siège national pour non-paiement des redevances. Les dirigeants du parti sont unanimes à reconnaître cet état de choses. Le seul organe du parti à avoir une activité réelle, c'est son groupe parlementaire.

Aussi le parti voit-il son influence sans cesse diminuer dans les années qui suivent l'indépendance. Parti unique de fait, il devient de plus en plus marginal par rapport au pouvoir. Mais ce pouvoir le maintient et le ménage aussi, car le parti a une fonction électorale et dans ce rôle il ne peut être remplacé. La conquête de sièges au Parlement passe par son intermédiaire ; l'électorat a toujours porté ses voix sur les candidats du parti et désavoué ceux d'autres formations ou les candidats indépendants. Ceci donne une importance indéniable au parti. Mais, dans cette fonction électorale, le parti révèle également ses faiblesses. Il est incapable d'accorder une investiture unique lors des élections. Le phénomène se vérifie à travers toutes les consultations. En réalité, la pratique des investitures multiples ne fait que refléter les dissensions internes d'un parti qui est beaucoup plus un parti électoral qu'un parti de gouvernement.

- *Les partis d'opposition.* Le renforcement de l'autorité de l'État permet à Jomo Kenyatta, dont l'autorité est reconnue par tous, d'obtenir, en septembre 1964, le sabotage du principal parti d'opposition à cette époque, la Kadu. On a souvent retenu de ce sabotage qu'il traduisait une évolution vers l'autoritarisme et s'inscrivait dans la ligne, perceptible ailleurs en Afrique, d'une suppression des partis d'opposition. En fait l'analyse doit être plus subtile. Le ralliement forcé ou voulu de la Kadu se traduit surtout par un affaiblissement de l'influence des partis dans la vie politique. L'opposition Kadu apparaît avec le recul du temps comme une opposition circonstancielle née des conditions dans lesquelles le processus de décolonisation s'est trouvé enga-

gé. L'indépendance acquise, les élus Kadu vont trouver leur place au sein de la majorité de soutien du gouvernement et même en constituer un des blocs les plus solides. Ils soutiennent en particulier avec constance la politique de renforcement de l'autorité de l'État au détriment des partis

[30]

Des réactions contre le rôle mineur et non défini accordé aux partis apparaissent en 1965. Elles se conjuguent avec d'autres critiques et vont être à l'origine de la constitution d'un nouveau parti d'opposition : la *Kenya Peoples' Union* (KPU) en 1966.

La KPU naît d'une scission qui se produit au mois d'avril au sein du parti unique. Elle trouve ses assises dans l'aile progressiste du mouvement, animée par Oginga Odinga, alors vice-président de la République. Le « numéro 2 » kenyan rompt avec le parti et le gouvernement après une série de conflits de plus en plus ouverts au cours de l'année 1965. Oginga Odinga entraîne avec lui trente et un élus qui passent à l'opposition le 28 avril 1966. Un amendement à la constitution, voté rapidement, oblige les opposants à se soumettre à réélection. Dans cette perspective, la KPU est créée.

Le nouveau parti se retrouve avec neuf élus seulement, ce qui le prive de toute influence parlementaire. La KPU s'affirme alors comme parti idéologique de contestation. Elle se réclame du socialisme et condamne les orientations prises depuis l'indépendance en matière de politique des terres, développement agricole, industrialisation, emploi, éducation, etc. Sa prétention à devenir parti de masse est contrecarrée par le gouvernement. La KPU ne peut agir que sur le plan parlementaire ; et encore à ce niveau connaît-elle de nombreuses difficultés. En 1969 la tolérance dont elle bénéficiait jusqu'alors disparaît. Prétextant de troubles, le parti est interdit ; ses dirigeants emprisonnés. À la suite de ces mesures, on aurait pu penser à une radicalisation des oppositions. Il ne semble pas. Oginga Odinga, libéré par anticipation en mars 1971, annonce à la surprise générale son ralliement à la Kanu.

b) *Les forces syndicales*

Les forces syndicales se constituent après la seconde guerre mondiale. Elles se regroupent alors dans l'*East African Trade Union Congress*. Les liens avec la KAU étant étroits, elles connaissent les mêmes difficultés que le parti nationaliste. La plupart de leurs membres disparaissent dans la clandestinité pendant la révolte Mau-Mau. Durant l'insurrection, l'administration ne s'oppose pas à une réorganisation du mouvement syndical. Cette politique a le soutien des Trade Unions britanniques, à condition que les syndicats donnent des gages de leur modération. En 1951, apparaît la *Kenya Fédération of Registered Trade Unions* (KFRTU) qui regroupe les syndicats autorisés. En octobre 1953, Tom Mboya, alors jeune syndicaliste, en est élu secrétaire général. La KFRTU change de nom peu de temps après et devient la *Kenya Fédération of Labour* (KFL). À cette époque, le mouvement syndical connaît des vicissitudes, mais son orientation réformatrice le met à l'abri de mesures trop rigoureuses, d'autant que la KFL a adhéré à la Confédération internationale des syndicats [31] libres (CISL). Les rapports avec le mouvement nationaliste restent cependant étroits. Lors de la constitution des partis Kanu et Kadu, en 1960, les syndicats assurent aux deux formations un apport considérable d'adhérents et de dirigeants.

Le particularisme du mouvement syndical au lendemain de l'indépendance est son étroite association avec le gouvernement. Dès la proclamation de l'indépendance, un accord tripartite est signé. La KFL en contrepartie d'une politique de l'emploi, s'engage à renoncer à réclamer des hausses de salaires et à recourir à la grève. Le ministère du Travail étend son emprise sur le mouvement.

Cette orientation est à l'origine d'une scission qui se produit fin 1964. La *Kenya Fédération of Progressive Trade Unions* est créée ; rebaptisée quelque temps après *Kenya African Workers Congress* (KAWC). L'organisation nouvelle rompt l'accord tripartite et attire de nombreuses unions affiliées jusqu'alors à la KFL. Le KAWC s'inscrit dans le prolongement d'une aile progressiste du syndicalisme kenyan à laquelle la répression des années cinquante avait interdit toute expression officielle.

En 1965, à l'initiative du gouvernement, une commission d'enquête est instituée en vue d'une réunification du mouvement syndical. Ses travaux aboutissent à la création d'un organisme unique, la *Central Organisation of Trade Unions* (COTU). Tous les syndicats sont obligés d'y adhérer. Mais, à l'intérieur de cette organisation, on retrouve l'opposition KFL-KAWC.

En 1971, il y a 52 syndicats enregistrés au Kenya. 32 sont des syndicats de travailleurs qui sont regroupés dans la COTU ; 15 sont des unions patronales ; elles sont réunies dans la *Fédération of Kenya Employers* (FKE).

c) Les forces traditionnelles

À l'opposé de l'Ouganda voisin, le Kenya ne connaît pas d'autorités traditionnelles fortement établies et d'envergure nationale. Les institutions traditionnelles ont toujours eu une dimension locale. Elles sont d'ailleurs très diverses et plus ou moins importantes selon les groupes ethniques.

Les forces traditionnelles ont été souvent fortement atteintes par la colonisation ; en associant les chefs à leur pouvoir, les administrateurs coloniaux ont détruit souvent leur autorité. Tel est du moins le cas du Kenya.

Aujourd'hui le processus de modernisation accroît le déclin des forces traditionnelles. En 1966, le manifeste du KPU dénonce la situation. Il serait cependant exagéré de conclure à leur disparition, comme il serait excessif de leur accorder une trop grande importance.

[32]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

Chapitre IV

LE SYSTÈME POLITIQUE ACTUEL

A) Les institutions

[Retour à la table des matières](#)

En 1963, la Constitution donne au Kenya un régime de forme parlementaire et semi-décentralisé. Les nombreux amendements constitutionnels qui interviennent par la suite altèrent ces caractères : le présidentielisme s'affirme ainsi que la centralisation.

a) En vertu de la Constitution du 12 décembre 1963 (Kenya Independence Order in Council, Statutory n° 1968 of 1963), l'ancienne colonie de la Couronne devient un dominion à l'intérieur du Commonwealth. Au plan central, l'autorité exécutive est confiée au monarque britannique exerçant ses prérogatives, essentiellement honorifiques et symboliques, par un gouverneur général résidant dans le Territoire. Le pouvoir appartient en réalité à un gouvernement, dirigé par un Premier ministre, responsable devant les Chambres. L'autorité législative est aménagée dans un cadre bicaméral. Une Chambre basse

(*House of representatives*) et une Chambre haute (*Senate*) sont instituées. La Chambre basse, élue pour cinq ans, est composée de 117 membres élus au suffrage universel dans le cadre d'un scrutin uninominal à un tour. À ces 117 membres s'ajoutent 12 membres élus par la Chambre siégeant en collège électoral (*Specially Elected Members*), le speaker et *l'attorney general*, membres de droit.

La Chambre haute compte quarante et un sénateurs représentant les quarante et un districts du pays, et un speaker. Les sénateurs sont élus pour six ans avec un renouvellement par tiers tous les deux ans. Les rapports entre ces deux Chambres et l'exécutif obéissent aux règles classiques du « Westminster Model ». La révision de la Constitution exige 75% des voix à la Chambre basse et 90% à la Chambre haute.

Au plan local, la Constitution institue des autorités régionales dont elle précise le statut et les pouvoirs. Elles font du Kenya un État semi-décentralisé.

b) Le premier amendement à la Constitution altère profondément le système en instituant une république (1st Amendment Act, n° 28, 24 nov. 1964). L'exécutif est désormais confié à un président, chef de l'État, chef du gouvernement et chef des Armées.

L'acte établit que le premier président sera l'homme investi de la charge de Premier ministre à la veille de la proclamation de la République : Jomo Kenyatta accède ainsi à la présidence sans avoir à se prêter au système de désignation mis en place pour l'avenir. Les présidents ultérieurs sont désignés selon une procédure, apparemment compliquée, mais finalement simple.

L'élection présidentielle est branchée sur l'élection des représentants à la Chambre basse ; le mandat du président étant de la même durée que celui des députés.

[33]

Les candidats à la fonction suprême doivent faire connaître leur intention avant l'élection à la Chambre basse ; faire soutenir leur candidature par mille électeurs inscrits ; se présenter à ces élections et y conquérir un siège.

De leur côté, l'ensemble des candidats à la Chambre doivent, avant leur élection, déclarer leur choix pour tels ou tels candidats. Une fois élue, la Chambre, lors de sa première réunion, choisit le président à la majorité de ses membres parmi les candidats qui ont franchi avec succès les élections législatives. Ainsi, se trouve conjugué un système d'investiture populaire et parlementaire.

Dans l'hypothèse d'une désignation en cours de mandat (soit par suite de démission, décès du président), il est prévu que la Chambre basse élit un nouveau président parmi ses membres.

Le deuxième élément important de cette révision constitutionnelle est la création au sein de l'exécutif d'un poste de vice-président. Le vice-président, est-il précisé, est « le principal assistant du président dans l'accomplissement de ses fonctions », mais il ne lui succède pas automatiquement. Il reste cependant qu'en vertu de sa position, il semble le mieux placé dans la course à la présidence.

Enfin le troisième élément important de ce premier Acte constitutionnel est la suppression de la plupart des prérogatives reconnues jusqu'alors par la Constitution aux autorités régionales.

Pour le reste, le Kenya reste fidèle aux réglementations antérieures. La structure bicamérale ne se trouve pas modifiée ; de même les subtiles dispositions de *checks and balances* du système précédent sont maintenues. Le président siège à l'Assemblée en sa qualité de chef du gouvernement. Il est responsable devant les Chambres, mais seule la Chambre basse peut voter une motion de censure. Un délai de réflexion de sept jours est exigé. Dans le cas d'un vote positif, le président a trois jours pour dissoudre la Chambre, ou démissionner. Toute loi votée par le Parlement doit être promulguée par le président qui n'a pas droit de veto.

c) Les amendements à la Constitution, qui interviennent ultérieurement, apportent des modifications à cet équilibre constitutionnel. Certains ont une signification beaucoup plus circonstancielle que d'autres ; ainsi les dispositions qui soutiennent le renforcement du pouvoir central ou règlent au profit des autorités légales les conflits pouvant les opposer aux forces publiques d'oppositions. D'autres ont une portée plus institutionnelle.

- Le deuxième amendement constitutionnel (2d Amendment Act, 17 déc. 1964) réduit à nouveau les prérogatives des autorités régionales.
- Le troisième amendement (3rd Amendment Act, n° 14, 8 juin 1965) réduit la majorité requise pour réviser la Constitution à 65% des voix dans chacune des deux Chambres ; exige un délai de réflexion de vingt et un jours et non de sept jours pour le vote d'une motion de censure ; supprime les derniers pouvoirs des assemblées régionales [34] qui deviennent des conseils provinciaux ; réglemente l'état d'urgence qui ne demande plus qu'une majorité des voix dans les Chambres et non 65% comme la Constitution le prévoyait et fait passer sa durée d'application de deux à trois mois.
- Le quatrième amendement (4th Amendment Act, n° 16, 12 avril 1966) réglemente la fonction parlementaire et renforce les pouvoirs du président sur l'administration.
- Le cinquième amendement (5th Amendment Act, n° 17, 30 avril 1966) exige que le parlementaire qui rompt avec le parti auquel il adhérerait lorsqu'il s'est fait élire, démissionne de son siège et se soumette à réélection.
- Le sixième amendement (6th Amendment Act, n° 18, 7 juin 1966) réglemente les libertés fondamentales en rapport avec les pouvoirs spéciaux attribués à cette époque au président.
- Le septième amendement (7th Amendment Act, n° 40, 4 janvier 1967) établit un système monocaméral en prévoyant la fusion de la Chambre basse (House of representatives) et la Chambre haute (Senate) dans une même Assemblée (National Assembly).
- Le huitième amendement (8th Amendment Act, n° 4, 31 mars 1967) lève un doute sur l'applicabilité du 5^e amendement en le rendant rétroactif.
- Le neuvième amendement (9th Amendment Act, n° 16, 19 avril 1968) supprime les conseils provinciaux et allège la Constitution de toutes les dispositions concernant les régions.
- Le dixième amendement (10th Amendment Act, n° 45, 12 juillet 1968) a une portée constitutionnelle encore plus grande. Il modifie les

dispositions antérieures relatives à la désignation du président de la République : celui-ci est désormais élu au suffrage universel. L'élection du président est couplée avec celle des représentants. Avant l'élection, chaque parti doit faire connaître le nom de son candidat à la présidence. L'électeur dispose de bulletins de vote sur lesquels sont portés le nom du candidat à la présidence et celui du candidat au siège à pourvoir à la Chambre, appartenant au même parti. Est élu le candidat qui recueille la majorité des suffrages.

En cas de vacance de la présidence en cours de mandat, une élection doit être organisée dans les quatre vingt dix jours. L'intérim est exercé par le vice-président dont les pouvoirs sont réduits dans cette période.

La deuxième disposition importante est celle qui concerne l'Assemblée nationale ; les douze membres élus jusqu'à présent par la Chambre basse siégeant en collège électoral (*Specially Elected Members*) sont désormais nommés par le président.

L'ensemble de ces réglementations constitutionnelles ont fait évoluer le régime politique dans une voie présidentialiste. Ceci d'ailleurs ne doit pas surprendre, cette évolution ne fait que souligner une ligne de fond de la vie politique kenyane depuis 1963.

[35]

B) La vie politique actuelle

[Retour à la table des matières](#)

Trois thèmes principaux ont animé la vie politique kenyane de 1963 à nos jours : le renforcement du pouvoir central qui a été diversement apprécié ; l'orientation de la politique gouvernementale ; la querelle de la succession.

a) *Le renforcement du pouvoir central* est apparu rapidement comme une nécessité aux dirigeants kenyans confrontés aux divisions internes, et aux menaces d'éclatement entretenues notamment par les

mouvements sécessionnistes de la province nord. Il faut dire que le Kenya accède à l'indépendance dans des conditions qui sont loin d'assurer au pouvoir central une autorité suffisante. La Constitution, en reconnaissant des pouvoirs régionaux, favorise les tendances centrifuges ; les forces de l'ordre échappent pour partie à l'autorité de l'exécutif ; l'opposition Kanu-Kadu jette un doute sur l'aptitude du gouvernement à contrôler une situation que beaucoup analysent en des termes pessimistes. La première mesure prise par le gouvernement de Jomo Kenyatta est de s'assurer le contrôle de l'appareil administratif dont les pouvoirs vont être considérablement augmentés. Le gouvernement bénéficie à cet égard d'un acquis non négligeable. Contrairement à d'autres territoires, le Kenya dispose d'une organisation administrative très solide et d'administrateurs en nombre considérable ; cette situation est le résultat de la politique menée par les gouverneurs britanniques pendant la période de l'insurrection Mau-Mau.

Loin de précipiter le mouvement d'africanisation de cet appareil, le gouvernement va procéder avec méthode et s'assurer le concours d'administrateurs européens qui vont aider considérablement les autorités de l'État à consolider leur pouvoir. En 1965, une administration très puissante contrôle le pays ; elle est responsable directement devant le président. Ses agents principaux en sont les commissaires de province et de districts, sorte de superpréfets et de préfets ; investis de très larges prérogatives, ils vont contrecarrer le développement des autorités régionales et locales prévues par la Constitution.

Parallèlement à la prise de contrôle de l'appareil administratif et à son établissement dans une position dominante dans le pays, le gouvernement, par des réformes constitutionnelles successives, renforce les pouvoirs du président. La première série de ces réformes est celle qui aboutit à la suppression des autorités régionales ; cette réforme est obtenue sans trop de difficultés à la suite du ralliement de la Kadu en 1964 qui en était le principal défenseur. Une autre série de réformes constitutionnelles vont investir progressivement le président de très larges pouvoirs ; les plus importantes sont celles qui sont prises en 1964 avec l'établissement de la république. Les pouvoirs du président sur l'administration et l'armée sont étendus, [36] ses pouvoirs de nomination et de révocation élargis. La possibilité pour le président de recourir à des pouvoirs spéciaux est aménagée en 1965 et rendue plus facile. En 1966, un pouvoir réglementaire autonome lui est reconnu en

matière de maintien de l'ordre (*Preservation of Public Security Act*). Cette année-là, la Constitution est révisée à quatre reprises pour régler des conflits avec l'opposition, chaque révision marque un renforcement du pouvoir présidentiel.

Enfin un dernier élément que l'on peut trouver dans le fonctionnement du régime soutient cette évolution. Bénéficiant d'une légitimité personnelle incontestée, aussi bien auprès des masses qu'auprès des dirigeants, Jomo Kenyatta se libère des contraintes partisans et valorise les institutions d'État et principalement l'Exécutif. Cela se manifeste notamment par sa volonté de se tenir au-dessus des querelles de ses seconds, celles-ci trouvant leur terrain d'expression dans les assemblées, ce qui dévalorise l'institution parlementaire. L'exécutif en sort renforcé. De plus, le président ne manque jamais l'occasion de présenter ces institutions de l'exécutif et notamment la présidence comme les garants de l'unité nationale. En période de division ou de confusion (1966), il obtient facilement leur renforcement.

Cette évolution de l'équilibre institutionnel va d'ailleurs susciter des oppositions ; au sein de la Kanu, un certain nombre de dirigeants se plaignent en 1965 du rôle mineur accordé au parti ; la définition de rapports plus équilibrés est réclamée. De la même façon, au sein des Chambres, un nombre de parlementaires de plus en plus grand s'inquiète du faible poids des assemblées dans un processus de décision de plus en plus accaparé par le président et ses ministres. Ces oppositions se durcissent. Elles sont à l'origine de la scission intervenue en 1966 au sein du parti Kanu et remettent en question, alors, l'orientation même de la politique gouvernementale.

b) *L'orientation de la politique gouvernementale* est au centre du débat politique au Kenya. Accédant au pouvoir dans des conditions difficiles, le gouvernement kenyan agit, dès le début, avec pragmatisme et réalisme. Cela le conduit à être accusé assez vite de conservatisme par une aile progressiste du parti gouvernemental. Le particularisme de ce débat est de se développer à un niveau infra-présidentiel. Bien que principal responsable de cette politique, le président n'est pas mis en cause par les différents dirigeants.

La première remise en cause est celle qui concerne la politique des terres ; dans ce domaine, le gouvernement a agi avec prudence, ne

voulant pas déséquilibrer l'économie du territoire déjà atteinte par l'exode de nombreux colons après la conférence constitutionnelle de 1960. Une politique de rachat des terres financée par le Gouvernement britannique a permis une transition souple vers une agriculture africaine modernisée reposant sur des coopératives et [37] des exploitations individuelles. Cette progressivité et le système de mise en valeur ne font pas l'unanimité. Des critiques s'amplifient dans les années 1965-1966. La seconde est celle qui concerne le développement et met en cause Tom Mboya, ministre du Plan. Elle dénonce la voie capitaliste dans laquelle s'oriente le pays et reproche au ministre de faire peu de cas de modèles socialistes de développement. Cette critique se prolonge sur le plan international et attaque les choix faits dans les relations extérieures. Les débats naissent sur telle ou telle décision circonstancielle. Ce n'est qu'au cours de l'année 1966 que cette remise en cause prend une dimension globale. Elle précipite le conflit et divise pour la première fois l'équipe gouvernementale. Elle oppose principalement le vice-président Oginga Odinga et le ministre Tom Mboya, mais, derrière eux, l'ensemble des dirigeants kenyans. Des rumeurs de coup d'État circulent. C'est le moment où le président Kenyatta décide d'intervenir et cherche à se débarrasser de l'opposition progressiste conduite par Odinga. L'affrontement se développe d'abord dans les instances du parti, où Odinga et les dirigeants qui le soutiennent sont éliminés de toute fonction de responsabilité. Ceci se déroule en mars 1966. Un mois après, Odinga rompt avec le gouvernement et passe à l'opposition. Il constitue un groupe parlementaire d'opposition. La réplique gouvernementale est immédiate. Par le vote du cinquième amendement, dont la constitutionnalité peut être discutée, il oblige l'ensemble des opposants à se soumettre à réélection. Les élections qui suivent - on parle « des petites élections générales » - se traduisent par une défaite de la KPU. L'élimination du parti est obtenue dans les années qui suivent par différentes mesures ; jusqu'à l'interdiction, en 1969, et l'emprisonnement des différents dirigeants. Le débat n'en est pas pour autant terminé ; il est étroitement lié aujourd'hui au problème de la succession.

c) *Le problème de la succession* est ancien. Il tient à ce que, lorsqu'il accède au pouvoir, Jomo Kenyatta est un homme âgé et irremplaçable. Cette situation particulière du leader kenyan est due pour

une part à sa forte personnalité, mais aussi aux circonstances qui l'ont mis au-dessus des oppositions du nationalisme kenyan tout au long de son développement. Kenyatta apparaît parmi les premiers fondateurs du mouvement nationaliste ; on a peu de renseignements sur son rôle dans les années 20, mais il a été sûrement de tout premier plan. En 1934, il quitte le Territoire, obtient des diplômes universitaires et participe au développement du mouvement nationaliste ; en 1945, on le voit au Congrès panafricaniste de Manchester parler pour son pays. Il ne revient dans le Territoire qu'en 1947. Cette longue absence lui a permis de se tenir en marge des nombreuses divisions qui affectent le nationalisme kenyan à la veille de la seconde guerre mondiale. Il apparaît comme l'élément médiateur, [38] modérateur et unificateur de ces diverses oppositions ; et c'est à l'unanimité qu'il est porté à la tête de la KAU.

Son passage à la tête de la KAU (1947-1952) est suffisamment éphémère pour qu'à cette époque il ne se soit identifié avec aucun courant du mouvement. Ces courants ne s'expriment guère d'ailleurs ; l'administration coloniale et les colons européens, en radicalisant leur attitude à l'égard de la KAU, retenue comme un bloc homogène, ont contribué à atténuer les divergences. Soumis à des mesures de répression, les dirigeants nationalistes ont plus tendance à s'unir qu'à étaler leurs divisions. Le président Kenyatta profitera de cette situation.

Les divisions redeviennent cruciales dans la période de l'état d'urgence. Le problème est alors celui des stratégies à retenir ; des oppositions irréductibles naissent entre dirigeants ; les choix sont inévitables. Une fois encore Jomo Kenyatta, frappé d'une peine de sept ans de réclusion, est au-dessus des débats. Lorsque l'insurrection prend fin, l'ensemble des regards se retournent vers lui. Il apparaît à nouveau comme le seul élément unificateur du mouvement fortement éprouvé et désagrégé en groupuscules multiples constitués autour de personnalités. Lors de la prise du pouvoir, son attitude habile qui le conduit à ne s'identifier complètement avec aucune faction, le place à nouveau dans une position privilégiée. Il devient l'homme irremplaçable du Kenya actuel.

Dans la course à la succession, peu d'hommes politiques bénéficient aujourd'hui de ce statut particulier qui a été celui de Kenyatta. Cette course a été longtemps circonscrite à la concurrence entre Tom Mboya et Oginga Odinga. La compétition entre les deux hommes a

contribué beaucoup plus à affermir les oppositions qu'à les dépasser ; l'un et l'autre s'identifiant à partir de positions radicalement opposées. La disparition de Tom Mboya, en 1969, frappé par une main criminelle à Nairobi, l'emprisonnement d'Oginga Odinga à la même époque ont donné une dimension nouvelle à ce problème majeur de la vie politique kenyane. D'autres personnalités sont apparues dans la course à la présidence. De l'aptitude des dirigeants kenyans à surmonter leurs oppositions dépend finalement la stabilité du régime.

[39]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

TEXTES ET DOCUMENTS

[Retour à la table des matières](#)

[41]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

TEXTES ET DOCUMENTS

**CONSTITUTION DE
LA RÉPUBLIQUE DU KENYA**

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre I

La République du Kenya

1. Le Kenya est une République souveraine.
2. Le sceau de la République comportera tel dispositif qu'un Acte du Parlement voudra bien prescrire.
3. Cette Constitution est la Constitution de la République du Kenya. Elle aura force de droit sur tout le Territoire du Kenya. Sous réserve des dispositions de l'article 47 de la Constitution, si une loi est contraire à la Constitution, cette Constitution prévaudra. La loi en question sera de nul effet dans ses dispositions inconstitutionnelles.

Chapitre II

L'EXÉCUTIF

Première partie

Le président et le vice-président de la République

4. Il est institué un président de la République, chef de l'État et commandant en chef des Forces armées du Kenya.

5. (1) Le président de la République sera élu conformément aux dispositions de cette Constitution et de tout acte du Parlement réglementant l'élection.

(2) Les conditions requises de la personne qui fait acte de candidature dans une élection présidentielle sont les suivantes :

- a)* avoir la citoyenneté kenyane,
- b)* avoir atteint l'âge de trente-cinq ans,
- c)* être inscrit dans une circonscription sur les listes électorales établies en vue des élections à l'Assemblée nationale.

Personne ne peut être qualifié à se présenter à moins de réunir ces conditions.

(3) L'élection du président de la République sera organisée à l'occasion des élections générales qui suivent la dissolution du Parlement et à cette élection :

a) un candidat à la présidence sera désigné par chaque parti politique prenant part à ces élections générales, selon les modalités définies par la loi,

b) cette désignation ne sera valable que si elle est soutenue par au moins mille personnes inscrites comme électeurs sur les listes électo-

rales [42] établies en vue des élections à l'Assemblée nationale, selon les modalités définies par la loi ;

c) lorsqu'il n'y a qu'un seul candidat valablement désigné, il est déclaré élu président de la République à la condition d'être élu membre de l'Assemblée nationale ;

d) lorsqu'il y a plus d'un candidat valablement désigné, un scrutin sera ouvert dans chaque circonscription électorale en vue de l'élection du président - (et ceci, indépendamment du fait qu'un scrutin ait à être organisé ou non dans cette circonscription pour une élection à l'Assemblée nationale) - ;

e) dans chaque circonscription où un scrutin est ouvert, que ce soit pour l'élection du président ou pour l'élection d'un membre de l'Assemblée nationale, ou pour les deux à la fois, un seul vote sera organisé. Le bulletin de vote devra être rédigé de manière à associer, le cas échéant, le nom du candidat à la présidence désigné par tel parti, au nom du candidat de ce parti à un siège à l'Assemblée nationale. L'électeur portera sa voix sur l'un des « tandems » en compétition et la voix sera décomptée au profit de chaque membre du « tandem » ;

f) est déclaré élu président de la République, le candidat à la présidence qui est élu membre de l'Assemblée nationale et qui recueille, au scrutin ouvert pour l'élection présidentielle, un nombre de voix plus grand que tout autre candidat à la présidence également élu membre de l'Assemblée.

(4) Une élection à la présidence de la République sera à nouveau organisée dans les cas où :

a) aucun candidat n'a été valablement désigné dans le délai imparti pour la déclaration des candidatures,

b) un candidat valablement désigné meurt dans les jours qui précèdent ou le jour même du scrutin présidentiel,

c) un candidat, qui aurait été en droit d'être déclaré élu président en vertu de cet article, meurt après le dépouillement des votes et avant qu'il ait été déclaré élu président de la République.

L'élection, dans ces cas, se déroule selon les modalités précisées par l'alinéa 5 qui suit.

(5) Dans le cadre d'une élection présidentielle organisée en dehors d'une élection générale :

a) tout candidat à la présidence devra être désigné par un parti politique et choisi parmi les membres élus de l'Assemblée nationale, selon les modalités définies par la loi ;

b) la désignation d'un candidat à la présidence ne sera valable que si elle est soutenue par au moins mille personnes inscrites comme électeurs sur les listes électorales établies en vue des élections à l'Assemblée nationale ;

c) lorsqu'il n'y a qu'un seul candidat valablement désigné, il est déclaré élu président de la République ;

d) lorsqu'il y a plus d'un candidat valablement désigné, un scrutin sera ouvert dans chaque circonscription électorale en vue de l'élection du président ;

[43]

e) est déclaré élu président de la République le candidat qui recueille au scrutin ouvert pour l'élection présidentielle un nombre de voix plus grand que tout autre candidat.

6. (1) En cas de vacance de la présidence de la République résultant, soit de la mort ou de la démission du président, soit du terme mis à ses fonctions en vertu des articles 10 et 12 de cette Constitution, une élection présidentielle devra être organisée dans les quatre vingt dix jours qui suivent l'ouverture de la vacance. L'élection se déroulera de la manière prescrite par l'alinéa 5, article 5 de la présente Constitution.

(2) En cas de vacance de la présidence de la République dans les conditions précitées, les fonctions de président de la République sont assurées :

a) par le vice-président,

b) par tel ministre désigné par le cabinet, soit qu'il n'y ait pas de vice-président, soit que le vice-président considère, pour une quelconque raison, qu'il n'est pas en mesure d'assurer les fonctions de la présidence de la République.

(3) Lorsque le vice-président ou tel ministre assure les fonctions de la présidence de la République en vertu du présent article ou de l'article 11 de cette Constitution, il ne peut réglementer les questions suivantes qu'en accord avec une résolution du cabinet :

a) préservation de la sécurité publique, sur la base de l'article 85 de cette Constitution ou de la III^e partie du « Preservation of Public Security Act »,

b) prorogation et dissolution du Parlement sur la base des alinéas 1 et 3 de l'article 59 de cette Constitution,

c) nomination et révocation d'un ministre ou secrétaire d'État sur la base de l'article 18 de cette Constitution,

d) attribution d'une responsabilité à un ministre sur la base de l'article 18 de cette Constitution,

e) l'octroi d'une autorisation d'absence du Kenya à un ministre ou secrétaire d'État sur la base de l'article 20 de cette Constitution.

7. Une personne élue président de la République selon les modalités définies par la présente Constitution assume les fonctions de sa charge aussitôt qu'elle est déclarée élue.

8. Le président de la République doit, avant d'entrer en fonction, tenir et souscrire un serment d'allégeance, et tout autre serment que le Parlement pourra prescrire en vue du bon accomplissement de ses fonctions.

9. (1) Le président de la République restera en fonction jusqu'à ce qu'un nouveau titulaire soit investi de la charge lors des élections présidentielles organisées après la dissolution du Parlement ; à moins que la charge ne devienne vacante par suite de sa mort ou de sa démission ; ou [44] à moins qu'un terme ait été mis à ses fonctions sur la base des articles 10 et 12 de la Constitution.

(2) Durant l'exercice de ses fonctions le président de la République ne peut détenir d'autres postes rétribués que ceux de président et de membre de l'Assemblée nationale.

10. (1) Toute question relative à la validité de l'élection d'un candidat à la présidence de la République de même que la validité de l'élection d'une personne comme membre de l'Assemblée nationale, seront appréciées et déterminées selon les modalités définies à l'article 44 de la présente Constitution.

(2) Lorsqu'une personne saisit la Haute Cour sur plus d'une des questions suivantes, à savoir si le président a été valablement désigné, s'il a été régulièrement élu, comme président, ou comme membre de l'Assemblée, elle ne présentera qu'une seule requête à la Haute Cour.

(3) Lorsque la Haute Cour, à n'importe quel moment, juge sur la base de l'article 44 de cette Constitution, que le président n'a pas été régulièrement élu comme membre de l'Assemblée nationale, ou que le siège du président à l'Assemblée est devenu vacant, la Haute Cour déclarera le siège vacant, et

a) une élection sera immédiatement organisée dans la circonscription où le président s'était présenté comme candidat à l'Assemblée nationale ;

b) si le président n'est pas réélu membre de l'Assemblée nationale à cette élection, un terme sera mis à ses fonctions de président de la République soit à l'issue du délai établi par la loi en l'espèce pour saisir la Haute Cour sur la base de l'article 44 de cette Constitution, soit lorsque la Haute Cour, après avoir été saisie par le président concerné ou l'Attorney général, se sera prononcée sur la validité de l'élection de la personne proclamée élue.

Compte tenu que :

i) si la Haute Cour détermine, en rapport avec une élection organisée en application du *a)* de cet alinéa et à laquelle une personne autre que le président a été élu, que cette personne n'a pas été régulièrement élue, la Cour déclarera le siège vacant. Une nouvelle élection sera organisée en application du *a)* *b)* de cet alinéa et de cette présente disposition.

ii) jusqu'à ce qu'un terme ait été mis à ses fonctions, le président de la République a le droit de siéger à l'Assemblée nationale et d'exercer les pouvoirs et prérogatives d'un membre élu de l'Assemblée, et ce indépendamment du fait que son siège à l'Assemblée ait été déclaré vacant,

(4) Lorsque la Haute Cour juge, sur la base de l'article 44 de la Constitution, que le président de la République n'a pas été régulièrement élu comme président, pour toute raison autre que l'irrégularité de son élection à l'Assemblée nationale ou le constat de la vacance de son siège à l'Assemblée, il cessera d'exercer la charge de président de la République.

11. Lorsque le président a l'intention de s'absenter du Kenya, ou [45] lorsqu'il considère qu'il est souhaitable de faire ainsi pour raison de maladie ou de tout autre cause, il peut, sous réserve des dispositions de l'article 6 alinéa 3 de cette Constitution et des limites et exceptions qu'il peut spécifier, habilitier par écrit le vice-président de la République à assurer les fonctions de sa charge.

12. (1) Toute question relative à l'incapacité du président de la République - (ou de tout autre personne assurant ou en voie d'assurer les fonctions de président de la République) -, d'assurer les fonctions de sa charge pour raison d'infirmité physique ou mentale sera déterminée conformément à cet article.

(2) et (3) *Non traduits.* (Saisine du Chief Justice sur la base d'une résolution du Cabinet transmise par le speaker de l'Assemblée ; constitution d'un tribunal « ad hoc », procédure et pouvoir d'établir l'incapacité.)

(4) Lorsque le speaker de l'Assemblée nationale a reçu, en application de cet article, une attestation du Chief Justice certifiant que le président de la République est incapable d'exercer les fonctions de sa charge et que dans les trois mois qui suivent il n'a pas reçu du Chief Justice, en application de cet article, un nouveau certificat attestant que l'incapacité a pris fin et que le président de la République est désormais capable d'exercer les fonctions de sa charge, alors, à l'expiration de cette période, le président de la République doit cesser d'exercer les fonctions de sa charge.

(5), (6) et (7) *Non traduits.* (Composition du tribunal « ad hoc », compétence du Chief Justice, rôle du speaker de l'Assemblée.)

13. *Non traduit.* (Rémunération et indemnités allouées au président de la République.)

14. *Non traduit.* (Immunités du président de la République dans l'exercice de ses fonctions - classiques -.)

15. (1) Il est institué un vice-président de la République qui sera nommé par le chef de l'État.

(2) Le président de la République choisit le vice-président parmi les ministres qui sont élus membres de l'Assemblée nationale.

Sous réserve qu'aucune nomination à la charge de vice-président ne sera faite chaque fois que les fonctions de la présidence de la République seront assurées par une personne autre que le président.

(3) Le vice-président sera le principal collaborateur du président de la République dans l'accomplissement de ses fonctions.

(4) *Non traduit.* (Serment d'allégeance exigé du vice-président.)

(5) Durant l'exercice de ses fonctions le vice-président ne peut détenir d'autres postes rétribués que ceux de vice-président, ministre et membre de l'Assemblée.

(6) La charge de vice-président devient vacante :

a) lorsque le président de la République en décide ainsi

[46]

b) lorsque le titulaire de la charge cesse d'être membre de l'Assemblée nationale pour toute raison autre que la dissolution du Parlement,

c) lorsqu'une personne est élue à la présidence de la République.

Deuxième partie

Les ministres. Le cabinet

16. (1) Il y aura autant de charges ministérielles que le Parlement en décidera. Le président de la République peut créer des charges ministérielles, sous réserve de respecter les dispositions prises par le Parlement en la matière.

(2) Le président de la République choisit les ministres parmi les membres de l'Assemblée nationale.

Compte tenu que, si l'occasion se présente d'avoir à désigner un ministre tandis que le Parlement est frappé de dissolution, une personne qui était membre de l'Assemblée immédiatement avant la dissolution peut être nommée à cette fonction.

(3) Une charge ministérielle devient vacante :

a) si le président de la République en décide ainsi ;

b) si le titulaire de la fonction cesse d'être membre de l'Assemblée nationale, sauf pour cause de dissolution du Parlement ;

c) dans le cas d'un ministre qui, immédiatement avant la dissolution, était membre de l'Assemblée nationale, mais qui, lorsque l'Assemblée se réunit pour la première fois après sa réélection, n'est plus membre de cette Assemblée.

(4) Toutes les fois qu'une personne est élue à la présidence de la République, les charges ministérielles détenues par tous les ministres sont considérées comme vacantes, au jour où le président procède à une première nomination - (ou à une première série de nominations) -

17. (1) Un cabinet est institué comprenant le président de la République, le vice-président et les autres, ministres.

(2) La fonction du cabinet est d'aider et de conseiller le président de la République dans le gouvernement du Kenya.

(3) Le cabinet est collectivement responsable devant l'Assemblée nationale pour toute chose accomplie par, ou sous autorité du prési-

dent de la République, ou du vice-président, ou de tout autre ministre, dans l'exécution de leurs fonctions.

(4) Les dispositions des alinéas 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas :

a) à la nomination et révocation des vice-présidents, ministres et secrétaires d'État sur la base des articles 15, 16 et 19 de cette Constitution ; l'attribution d'une responsabilité à un ministre sur la base de l'article 18 [47] de cette Constitution ; l'autorisation d'absence du Kenya donnée au vice-président, aux ministres et secrétaires d'État sur la base de l'article 20 de cette Constitution ;

b) à la dissolution du Parlement ;

c) aux matières relevant de l'article 27 de cette Constitution (qui concernent l'exercice du droit de grâce).

18. La responsabilité d'une activité gouvernementale, y compris l'administration d'un département ministériel, peut être confiée au vice-président et aux autres ministres sur la base de notifications édictées par le président de la République.

19. (1) Le président de la République peut nommer des secrétaires d'État, choisis parmi les membres de l'Assemblée nationale, en vue d'aider le vice-président, les ministres et lui-même dans l'accomplissement de leurs tâches.

Compte tenu que, si l'occasion se présente d'avoir à procéder à une désignation tandis que le Parlement est frappé de dissolution, une personne qui était membre de l'Assemblée immédiatement avant la dissolution peut être nommée à cette fonction.

(2) Un poste de secrétaire d'État devient vacant

a) si le président de la République en décide ainsi ;

b) si le titulaire de la fonction cesse d'être membre de l'Assemblée, sauf pour cause de dissolution du Parlement ;

c) dans le cas d'un secrétaire d'État qui, immédiatement avant la dissolution, était membre de l'Assemblée nationale, mais qui, lorsque

l'Assemblée se réunit pour la première fois après sa réélection, n'est plus membre du Parlement,

d) après l'élection d'une personne à la présidence de la République.

20. Le vice-président de la République, les ministres et secrétaires d'État ne peuvent s'absenter du Kenya qu'avec l'autorisation du président de la République.

21. Un ministre ou secrétaire d'État ne peut exercer tant qu'il n'a pas prononcé et souscrit un serment d'allégeance ainsi que tout autre serment que le Parlement est en mesure de prescrire en vue du bon accomplissement de ses fonctions.

22. (1) Quand le vice-président ou un ministre s'est vu confier la responsabilité d'un département ministériel, il doit assurer la direction générale et le contrôle de ce département. Sous réserve de cette direction générale et de ce contrôle, chaque département ministériel sera sous l'autorité d'un secrétaire général (Permanent Secretary). La fonction de secrétaire général est une fonction administrative.

Compte tenu qu'un ou plusieurs départements ministériels peuvent être placés sous l'autorité d'un secrétaire général ; et qu'un département ministériel peut être placé sous l'autorité de deux ou plusieurs secrétaires généraux.

[48]

(2) Il est institué un poste de secrétaire général de la présidence de la République, et un poste de secrétaire général de la vice-présidence.

3^e partie

Le pouvoir exécutif

23. (1) Le pouvoir exécutif appartient au président de la République, et s'exercer soit directement, soit par l'intermédiaire d'autorités subordonnées au chef de l'État.

(2) Aucune disposition de cet article n'interdit au Parlement d'attribuer des fonctions à des personnes ou autorités autres que le président.

24. En vertu de cette Constitution et de tout autre loi, le pouvoir de créer et de supprimer des charges dans l'État, de procéder à des nominations à une quelconque de ces charges, ou de mettre un terme à ces nominations, appartient au président de la République.

25. (1) Sauf disposition contraire de la Constitution, ou de tout autre loi, toute personne qui détient une charge dans l'État détient cette charge au gré du président de la République :

Compte tenu que cet alinéa ne s'applique pas au cas de la personne liée contractuellement à l'État pour une période qui ne dépasse pas trois années.

(2) Dans cet article le terme de « charge dans l'État » s'entend de toute charge ou appartenance à la Fonction publique, aux Forces armées de la République, au Service national de la Jeunesse ou à tout autre force ou service établis par la République.

26. (1) Il est créé un poste d'Attorney général qui relève de la Fonction publique.

(2) L'Attorney général est le principal conseiller juridique du gouvernement.

(3) L'Attorney général a le pouvoir d'intervenir sur tout point lorsqu'il l'estime souhaitable :

a) b) c), non traduits (le texte précise la compétence de l'Attorney général dans divers domaines de la procédure pénale).

(4) L'Attorney général peut requérir le « Commissioner of Police (suite non traduite, sens du texte : pour enquêter en tout domaine où il l'estime souhaitable et relevant d'une affaire criminelle).

(5), (6) et (7). *Non traduits* (compétences de l'Attorney général et modalités d'exercice).

(8) Dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par les alinéas 3 et 4 du présent article et par les articles 44 et 55 de cette Constitution, l'Attorney général ne peut être soumis au pouvoir et au contrôle d'aucune autre personne ou autorité.

[49]

27. Le président de la République peut :

a) indépendamment de dispositions légales, procéder à une remise de peine au profit d'une personne condamnée pour un quelconque délit ;

b) accorder un sursis à exécution de la peine prononcée contre une personne pour une quelconque infraction ; et ceci pour une période de temps définie ou indéfinie ;

c) substituer une peine moins sévère à une peine prononcée contre une personne pour une quelconque infraction ;

d) remettre tout ou partie d'une peine prononcée contre une personne pour une quelconque infraction... (*suite non traduite*).

28. (1) Il est institué un Conseil consultatif en matière de grâce, comprenant :

a) l'Attorney général ;

b) pas moins de trois autres membres (mais pas plus de cinq) nommés par le président, parmi lesquels au moins un sera ministre, et au moins un autre également sera une personne réunissant les qualifications pour être médecin pratiquant au Kenya.

(2) Un membre du Conseil consultatif nommé en vertu de l'alinéa 1, *b*, du présent article, détiendra son siège pour la période de temps qui sera spécifiée dans son acte de nomination.

Compte tenu que son siège devient vacant :

a) dans le cas d'une personne qui était ministre à la date de sa nomination si elle cesse d'être ministre,

b) en toute hypothèse, si le président de la République en décide ainsi dans une notification.

(3) et (4). *Non traduits* (règles de fonctionnement du Conseil consultatif des grâces).

29. (1) Quand une personne, pour un quelconque délit, a été condamnée à mort (par une juridiction autre qu'une cour martiale), le président de la République peut réclamer un rapport écrit sur l'affaire au juge du procès, ainsi que toute information issue du dossier de l'affaire ou de toute autre source, comme il en a le droit. Il soumettra ces éléments au Conseil consultatif des Grâces réuni à cette occasion ; et après avoir recueilli l'avis du Conseil, décidera seul s'il a à recourir à une quelconque de ses prérogatives définies à l'article 27 de cette Constitution.

(2) Sur toute affaire ne tombant pas sous le coup de l'alinéa 1 du présent article, le président de la République pourra consulter le Conseil consultatif avant de décider d'exercer une quelconque de ses prérogatives définies au dit article 27 de la Constitution ; mais il ne sera pas tenu d'agir conformément à l'avis du Conseil consultatif.

[50]

Chapitre III

LE PARLEMENT

Première partie

Composition du Parlement

30. Le pouvoir législatif appartient au Parlement de la République du Kenya. Le Parlement s'entend du président de la République et de l'Assemblée nationale.

31. En vertu de cette Constitution, l'Assemblée nationale est composée

- de membres élus selon les modalités définies à l'article 32 de cette Constitution ;

- de membres nommés selon les modalités définies à l'article 33 ;
- et de membres de droit.

32. (1) Le Territoire du Kenya sera divisé en circonscriptions électorales conformément aux dispositions de l'article 42 de cette Constitution. Chaque circonscription aura à élire un représentant à l'Assemblée nationale selon les modalités définies par la Constitution et tout autre loi.

(2) Toute personne inscrite dans une circonscription sur les listes électorales établies pour la désignation des membres élus de l'Assemblée nationale a qualité à voter dans cette circonscription conformément aux dispositions de la Loi, à moins d'être en situation de détention légale ou d'avoir été déchue par la loi du droit de participer à ces élections, soit qu'elle ait été reconnue coupable d'un tel délit par la Cour qui connaît d'une réclamation électorale. Nul ne peut autrement avoir qualité à voter.

(3) L'inscription des électeurs sur les listes électorales et le déroulement des élections relèvent de la compétence d'une commission électorale dotée de pouvoirs d'organisation et de contrôle.

33. Les membres nommés sont au nombre de douze. Ils sont désignés par le président de la République. Pour être régulièrement nommés, ils doivent remplir les conditions d'éligibilité requises pour être membre élu de l'Assemblée.

34. Outre les dispositions de l'article 35, une personne ne peut être éligible à l'Assemblée nationale, si, à la date de sa candidature elle n'est

- a) citoyen du Kenya et âgée de 21 ans ;
- b) inscrite sur les listes électorales établies pour les élections à l'Assemblée nationale,
- c) capable de parler et de lire la langue anglaise suffisamment pour prendre une part active aux débats de l'Assemblée nationale (à moins d'incapacité pour cécité ou tout autre malformation physique) ;

d) désignée par un parti politique selon les modalités définies en vertu ou par un acte du Parlement.

[51]

35. (1) Une personne est inéligible à l'Assemblée si à la date de sa candidature elle est :

a) de son propre fait, liée par un acte d'allégeance, d'obédience ou d'inféodation à un État étranger ;

b) sous le coup d'une condamnation à mort prononcée à son encontre par une Cour du Kenya, ou sous le coup d'une peine d'emprisonnement de plus de six mois prononcée à son encontre par les mêmes cours (quelle que soit la qualification juridique de cette peine). Il en va de même lorsque cette peine résulte de la révision d'un jugement de ces cours par l'autorité habilitée à cet effet ;

c) reconnue débile mentale par une loi en vigueur au Kenya ;

d) non réhabilitée, après avoir été mise en faillite en vertu de dispositions légales applicables au Kenya ;

e) en vertu d'exceptions et de limitations de la sorte susceptibles d'être établies par le Parlement, reconnue intéressée dans certains types de contrats définis par le Parlement, passés avec le gouvernement du Kenya ;

f) sur un poste ou exerce une activité dans l'administration (y compris la fonction de juge et de membre d'une quelconque juridiction ainsi que toute fonction à laquelle s'applique l'article 69 de cette Constitution) ; dans les Forces armées de la République ; dans la Communauté est-africaine ; ou dans une quelconque institution de l'administration locale.

(2) Pour l'application de l'alinéa 1. *b* de cet article :

a) deux ou plusieurs peines d'emprisonnement qui doivent être purgées consécutivement sont considérées comme des peines distinctes, si aucune d'entre elles n'excède six mois. Si l'une de ces peines excède ce terme, elles seront considérées comme une seule peine ;

b) la peine d'emprisonnement prescrite en alternative ou en défaut de paiement d'une amende ne sera pas prise en considération.

(3) Le Parlement peut décider qu'une personne qui, à la date de sa candidature, détient une charge ou exerce une activité dans un organisme institué par le Parlement, lui donnant des responsabilités en rapport avec la conduite d'une élection à l'Assemblée nationale, ou en rapport avec la constitution des listes électorales requises pour une telle élection, ne peut être éligible à l'Assemblée nationale.

(4) Le Parlement peut édicter qu'une personne

- qui est condamnée par une Cour à la suite d'un quelconque délit prescrit par la loi et en relation avec l'élection des membres de l'Assemblée nationale ou d'une institution de l'administration locale,

- ou qui est reconnue coupable d'un tel délit par la Cour qui connaît d'une réclamation électorale,

ne peut être éligible à l'Assemblée nationale pour une période déterminée - (ne pouvant toutefois excéder cinq ans) – à compter de la condamnation ou le cas échéant du rapport de la cour établissant le délit.

(5) Le Parlement peut décider qu'une charge entre ou non dans les catégories visées par l'alinéa (1) *f* du présent article.

[52]

36. L'Attorney général est membre de droit de l'Assemblée nationale, mais il n'est pas qualifié à voter devant ladite Assemblée.

37. (1) L'Assemblée nationale comporte un speaker qu'elle élit selon les modalités définies par ses règlements, parmi les personnes membres de l'Assemblée ou réunissant les qualifications pour l'être, à l'exception toutefois du président et vice-président de la République, des ministres, des secrétaires d'État et de l'Attorney général.

(2) Le speaker doit démissionner :

- a) lorsque l'Assemblée se réunit pour la première fois après une dissolution du Parlement ;

- b) s'il est élu président ou vice-président de la République, ou s'il devient ministre ou secrétaire d'État ;

c) lorsqu'une quelconque circonstance se produit qui l'aurait empêché d'être élu si elle avait existé au moment de sa désignation ;

d) lorsque l'Assemblée en décide ainsi par une résolution soutenue par au moins 75% des voix des membres la composant, à l'exception des membres de droit.

(3) Aucune activité ne peut se dérouler à l'Assemblée lorsque le poste de speaker est vacant, mise à part l'élection du speaker. Cet alinéa ne peut interdire l'activité des comités que l'Assemblée a institués.

(4) Le speaker est membre de droit de l'Assemblée nationale, qu'il soit ou non membre élu de cette Assemblée.

38. (1) L'Assemblée nationale comporte un « Deputy speaker » qu'elle élit, selon les modalités définies par ses règlements, parmi ses membres, à l'exception des président et vice-président de la République, des ministres, des secrétaires d'État et de l'Attorney général.

(2) L'Assemblée nationale élit un Deputy speaker :

a) quand elle se réunit pour la première fois, après une dissolution, sous réserve du respect des dispositions de l'article 37, alinéa 3 ;

b) quand elle se réunit pour la première fois, après que le poste de Deputy speaker soit devenu vacant pour toute autre raison qu'une dissolution du Parlement ; ou aussitôt qu'il lui est loisible de le faire.

(3) Le Deputy speaker doit démissionner,

a) quand l'Assemblée se réunit pour la première fois après une dissolution du Parlement ;

b) s'il est élu président de la République ou devient vice-président de la République, ministre ou secrétaire d'État ;

c) lorsqu'il cesse d'être membre de l'Assemblée nationale pour toute autre raison que la dissolution du Parlement ;

d) si l'Assemblée en décide ainsi par une résolution soutenue par au moins 75% des voix des membres composant l'Assemblée nationale, à l'exception des membres de droit.

[53]

39. (1) Un membre de l'Assemblée nationale doit démissionner de son siège,

a) s'il cesse d'être citoyen du Kenya ;

b) si une circonstance se produit en cours de mandat, qui l'aurait rendu inéligible au moment où il a été élu en vertu des dispositions de l'article 35, alinéa 1 de cette Constitution, ou en vertu de toute loi prise en application de l'article 35, alinéa 3 ou 35, alinéa 4 de cette Constitution ;

c) si, sans l'autorisation du speaker, il a été absent pendant huit jours consécutifs tandis que l'Assemblée est réunie en session.

Sous réserve que le président de la République peut, en toute circonstance, et s'il l'estime souhaitable, décider qu'un membre de l'Assemblée peut ne pas être obligé de démissionner pour cause d'absence dans ces conditions.

(2) Un membre élu ou nommé de l'Assemblée doit démissionner de son siège dès qu'il est élu speaker.

(3) Afin de permettre à tout membre de l'Assemblée qui a été condamné à mort ou à une peine d'emprisonnement, ou qui a été déclaré débile mental, ou qui a été reconnu ou déclaré coupable d'un délit au titre de l'article 35 de cette Constitution, d'en appeler contre la décision conformément à la loi, le Parlement peut décider que, sous réserve du respect des dispositions qu'il peut arrêter, ladite décision n'a pas à être prise en considération pour l'application de cet article pour une période de temps qu'il est libre de déterminer.

(4) Cet article ne s'applique pas à l'Attorney général.

40. (1) Le membre de l'Assemblée nationale qui s'est fait inscrire avec le soutien ou comme adhérent d'un parti politique, ou qui a accepté un siège de membre nommé en tant qu'adhérent d'un parti et qui

a) démissionne du groupe parlementaire de ce parti lorsque celui-ci en a formé un,

b) ou qui, après dissolution de son parti, s'inscrit au groupe parlementaire d'un autre parti et démissionne de ce parti, à un moment où ce dernier est toujours constitué en groupe parlementaire,

doit démissionner de son siège à la fin de la session en cours ; ou, si le Parlement n'est pas en session, à la fin de la session suivant immédiatement.

À moins qu'entre temps, ce parti dont il a été membre en dernier lieu ait cessé d'être constitué en groupe parlementaire ; ou à moins que, de lui-même, il ait déjà donné sa démission.

Sous réserve que cet article ne s'applique pas au membre de l'Assemblée qui est élu speaker.

(2) Pour l'application de cet article et de l'article 44 de cette Constitution, la question de savoir si un parti politique est ou n'est pas à tel moment constitué en groupe parlementaire, ou si un membre nommé a accepté sa désignation en tant qu'adhérent d'un parti politique, est tranchée [54] par le speaker. L'attestation fournie sous le sceau du speaker est concluante et ne peut être contestée devant aucune juridiction.

41. (1) Une Commission électorale est instituée, comprenant un président et au moins quatre autres membres nommés par le président de la République.

(2) La Commission doit élire un vice-président parmi ses membres.

(3) Une personne ne peut être nommée membre de la Commission si elle est membre de l'Assemblée nationale ou si elle détient un poste ou exerce une activité quelconque dans l'administration, les Forces armées ou dans la Communauté est-africaine.

(4) En vertu de cet article, la charge de membre de la Commission devient vacante :

a) à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la désignation,

b) si une quelconque circonstance se produit qui aurait rendu la désignation impossible lorsqu'elle a eu lieu.

(5) Un membre de la Commission ne peut être démis de ses fonctions que pour inaptitude à l'exercice de ses fonctions (soit à la suite d'infirmité physique ou mentale, ou à la suite de toute autre cause) ou pour agissement répréhensible - misbehaviour - Il ne peut être démissionné qu'en conformité avec les dispositions de cet article.

(6) Un membre de la Commission ne peut être démis de ses fonctions par le président de la République que si la question a été soumise à un tribunal désigné selon les modalités définies à l'alinéa 7 du présent article, et à la condition que ce tribunal ait recommandé au président cette mesure au motif d'inaptitude, ou pour agissement répréhensible, comme cela vient d'être précisé.

(7) Si le président de la République considère que la question de démettre un membre de la Commission selon cet article se pose, alors,

a) le Chef de l'État doit désigner un tribunal comprenant un président et au moins deux autres membres, choisis par lui parmi les personnes exerçant ou ayant exercé de hautes fonctions judiciaires dans le Commonwealth ;

b) le Tribunal doit procéder à une enquête, présenter un rapport sur les faits au président de la République en lui précisant si le membre peut être démis de ses fonctions conformément à cet article.

(8) Si la question de démettre un membre de la Commission a été soumise à un tribunal conformément à cet article, le président peut suspendre ce membre et lui interdire l'exercice des fonctions de sa charge. Une telle mesure de suspension peut à tout moment être révoquée par le chef de l'État et doit, en toute hypothèse, cesser de porter effet, si le tribunal dans ses recommandations au chef de l'État précise que ce membre n'a pas à être démis.

(9) Dans l'exercice de ses fonctions prévues par cette Constitution, [55] la Commission ne doit être soumise à l'autorité d'aucune autre personne ou institution.

(10) La Commission doit, par des règlements ou autres, définir sa procédure, et, avec l'accord du chef de l'État, peut déléguer des pouvoirs ou réclamer des services à toute autorité ou personne administratives dans l'accomplissement de ses fonctions.

(11) La Commission peut, sous réserve de ses règles de procédure, fonctionner indépendamment de toute vacance ou absence de ses membres ; ses travaux peuvent être entachés de nullité par suite de la présence ou de la participation de personnes n'ayant aucun titre à ce faire.

42. (1) Un règlement de la Commission électorale divisera le Kenya en un nombre déterminé de circonscriptions en précisant leurs limites et dénominations.

(2) Le Parlement pourra prescrire un nombre minimum de circonscriptions - qui ne peut être inférieur à 158 - ainsi que leur nombre maximum - qui doit dépasser de 10 au moins le nombre minimum - Jusqu'à ce qu'une telle disposition soit prise par le Parlement, le nombre minimum de circonscriptions est fixé à 158 et leur nombre maximum à 168.

(3) Toutes les circonscriptions devront comporter un nombre à peu près égal d'habitants, tels que la Commission l'appréciera en fonction de données concrètes d'application ; mais la Commission pourra se départir de ce principe, autant qu'elle le juge nécessaire pour tenir compte :

a) de la densité de population et en particulier de la nécessité d'assurer une représentation adéquate des zones urbaines et des régions rurales faiblement peuplées ;

b) des mouvements de population ;

c) des moyens de communication ;

d) des particularités géographiques,

e) de la communauté d'intérêt ;

f) des limites des circonscriptions administratives existantes.

Pour l'application de cet article, la détermination du nombre d'habitants d'une quelconque partie du Territoire sera obtenue par référence au dernier recensement de population organisé en vertu d'une loi.

(4) *a)* Dans des intervalles de temps, qui ne peuvent être inférieurs à 8 ans ni supérieurs à 10 ans, et en toute hypothèse, en fonction des indications fournies par un acte du Parlement, la Commission peut réviser le nombre des circonscriptions, leurs limites et dénominations. Dans la perspective de cette révision et dans le respect des dispositions de cet article, elle pourra modifier le nombre des circonscriptions, leurs limites et dénominations autant qu'elle l'estimera souhaitable.

b) Toutes les fois qu'un recensement de population a été organisé en application d'une loi ou toutes les fois qu'une modification a été

apportée aux limites d'une quelconque circonscription administrative existante, la [56] Commission peut entreprendre une telle révision et apporter les modifications qu'elle juge souhaitable en considération de ces données.

(5) Toute réglementation de la Commission prise en application de cet article sera publiée au Journal Officiel du Kenya (*Kenya Gazette*). À compter de sa publication, elle devient applicable à la première dissolution du Parlement qui suit.

43. (1) Sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 de cet article, une personne, pour pouvoir être inscrite sur les listes électorales établies pour les élections à l'Assemblée nationale et à la présidence de la République, doit réunir, à la date de son inscription, les conditions suivantes

a) être citoyen du Kenya et âgée de 21 ans,

b) avoir résidé régulièrement au Kenya,

i) un an durant, précédant immédiatement la date de l'inscription,

ii) ou durant une période ou des périodes représentant en tout au moins 4 ans dans les 8 ans précédant immédiatement la date de l'inscription ;

c) avoir résidé régulièrement dans la circonscription dans laquelle elle demande à être inscrite, durant une période ou des périodes représentant au moins en tout 5 mois sur les douze précédant immédiatement la date de l'inscription ; ou, pendant une période équivalente, avoir exercé une activité, ou détenu un emploi, ou possédé des biens fonciers ou immobiliers dans cette circonscription.

(2) Une personne n'a pas qualité à être inscrite sur les listes électorales établies pour les élections auxquelles cet article s'applique

a) si, en vertu d'une loi applicable au Kenya ou d'une décision judiciaire elle est déclarée ou jugée débile mentale ; -

b) ou si, en vertu d'une loi applicable au Kenya ou d'une décision judiciaire elle a été mise en faillite et non réhabilitée ;

c) ou si elle est en situation de détention légale ;

d) ou si, après avoir été condamnée pour délit en rapport avec des élections ou simplement déclarée coupable de ce délit par la Cour saisie d'une réclamation électorale, elle est déchue du droit électoral par un acte du Parlement.

(3) La question de savoir si un individu réunit ou non les conditions requises pour être inscrit sur les listes électorales, établies pour les élections auxquelles cet article s'applique, sera réglée selon les modalités qu'il appartiendra au Parlement de fixer.

(4) Quand une personne est qualifiée pour être inscrite dans plus d'une circonscription sur les listes électorales établies pour les élections auxquelles cet article s'applique, elle doit solliciter son inscription dans une seule de ces circonscriptions. Le Parlement peut sanctionner toute personne qui, ayant été enregistrée comme électeur à un endroit - ou qui, inscrite, ne s'est pas fait rayer des listes - se fait inscrire comme électeur dans une autre circonscription.

[57]

(5) Afin de permettre à quiconque a été déclaré ou jugé débile mental, failli, ou reconnu coupable d'un délit tel qu'il est défini à l'alinéa 2 *d)* du présent article d'en appeler contre la décision conformément à la loi, le Parlement peut prévoir, sous réserve d'autres dispositions qu'il lui appartient d'arrêter, que ladite décision ne saurait être prise en considération pour l'application dudit alinéa 2 de cet article, pour telle période de temps déterminée.

44. (1) La Haute Cour est compétente pour connaître et déterminer toute question relative à :

a) la validité de l'élection d'un candidat à un siège à l'Assemblée nationale ;

b) la vacance qui s'ensuit, le cas échéant.

(2) La saisine de la Haute Cour, pour connaître d'une question relevant de l'alinéa 1 *a)* du présent article, peut être faite par toute personne ayant qualité à voter dans l'élection mise en cause, ou par l'Atorney général.

(3) La saisine de la Haute Cour, pour connaître d'une question relevant de l'alinéa 2 *b)* du présent article, peut être faite

a) par le membre concerné, lorsque le speaker a déclaré vacant le siège de ce membre à l'Assemblée nationale, en raison d'une disposition quelconque de la Constitution ;

b) par toute personne qui est inscrite comme électeur pour la désignation des membres élus de l'Assemblée ou par l'Attorney général, en tout autre cas.

(4) Le Parlement peut prendre toute mesure précisant

a) les conditions de forme, de délai et de fond requises pour porter devant la Haute Cour une affaire relevant de cet article ;

b) les pouvoirs, les modalités de travail et la procédure de la Haute Cour lorsqu'elle est saisie dans ces conditions.

(5) La décision de la Haute Cour sur toute question dont elle est saisie en vertu de cet article est insusceptible d'appel.

45. (1) Il est créé une fonction de greffier de l'Assemblée nationale.

(2) Les postes de greffier de l'Assemblée nationale et des services du greffe sont des postes administratifs.

Deuxième partie

Du pouvoir législatif et de la procédure devant l'Assemblée nationale

46. (1) En vertu de cette Constitution, le pouvoir législatif s'exprime par des lois votées par l'Assemblée nationale.

(2) Quand une loi a été adoptée par l'Assemblée nationale, elle est transmise au président de la République pour approbation (*for his assent*).

[58]

(3) Lorsqu'une loi a été adoptée par l'Assemblée nationale et transmise au président de la République pour approbation, elle devient

définitive. Elle peut, dès lors, être publiée comme loi au Journal Officiel de la République (*Kenya Gazette*).

(4) Une loi ne devient applicable qu'à partir du moment où elle a été publiée au Journal officiel. Le Parlement peut repousser la date d'entrée en application de la loi, et, sous réserve de l'article 77 de cette Constitution, faire des lois à effet rétroactif.

(5) Une loi faite par le Parlement est intitulée « Act of Parliament » et la formule de présentation sera « Enacted by the Parliament of Kenya ».

47. (1) Le Parlement peut modifier la Constitution sous réserve des dispositions de cet article.

(2) Un amendement à la Constitution ne peut être adopté par l'Assemblée nationale, à moins d'avoir réuni en sa faveur à sa deuxième et troisième lectures, au moins 65% des voix de tous les membres composant l'Assemblée nationale, à l'exception des membres de droit.

(3) Si, lors du déroulement des votes prévus par l'alinéa 2 de cet article, d'une part, l'amendement est soutenu par une majorité de membres votants de l'Assemblée et non par la majorité des voix requises par ledit alinéa, et d'autre part, si l'amendement n'est pas rejeté par 35% des voix, ou plus, de tous les membres composant l'Assemblée, alors, sous réserve des conditions et limites qui peuvent être prescrites par les règlements de l'Assemblée, il pourra être procédé à un vote supplémentaire.

(4) Quand un amendement à la Constitution a été présenté devant l'Assemblée, aucune modification ne peut lui être apporté avant d'avoir été présenté au président de la République pour approbation - exception faite des modifications attestées par le speaker et rendues nécessaires en raison du délai qui s'est écoulé à compter du moment où l'amendement a été initialement déposé sur le bureau de l'Assemblée.

(5) L'attestation du speaker prévue par l'alinéa 4 du présent article est définitive au regard des travaux de l'Assemblée et ne peut être contestée devant aucune juridiction.

(6) Dans cet article,

a) les références faites à la Constitution sont des références à la Constitution, compte tenu des modifications qui lui ont été apportées à différents moments,

b) le terme de révision de cette Constitution s'entend de tout amendement, modification ou réaffirmation, avec ou sans changement d'une quelconque disposition de cette Constitution ; de la suspension ou de la répétition de cette disposition ; ou de l'établissement d'une disposition différente à la place de cette disposition.

48. Sauf à la demande du président de la République, signifiée par un ministre, l'Assemblée nationale ne peut :

[59]

a) délibérer sur un quelconque projet de loi (y compris tout amendement à un projet de loi) qui, de l'avis de la personne qui préside, régit l'un quelconque des points suivants :

i) l'imposition d'une charge publique ou sa modification autrement que par réduction,

ii) l'imposition d'une charge quelconque au compte du Fonds consolidé (*Consolidated Fund*), ou de tout autre fonds du gouvernement, ou la modification des charges existantes, autrement que par réduction,

iii) le paiement, versement ou retrait du Fonds consolidé, ou de tout autre fonds du gouvernement, d'une quelconque somme non affectée au Fonds, et toute augmentation du montant de tels paiements, versements ou retraits,

iv) la transaction sur quelque dette contractée à l'égard du gouvernement, ou sa remise ;

b) délibérer sur une quelconque motion (y compris tout amendement à cette motion) qui aurait pour effet, de l'avis de la personne qui préside, d'intervenir sur une quelconque de ces questions.

49. (1) Chaque membre de l'Assemblée nationale doit, avant de prendre ses fonctions à l'Assemblée, tenir et souscrire un serment d'al-

légeance ; mais un membre peut, avant de tenir ce serment, prendre part à l'élection du speaker de l'Assemblée.

(2) La personne qui a été élue speaker de l'Assemblée nationale et qui, avant son élection comme speaker, a souscrit un serment d'allégeance comme membre de l'Assemblée, doit, avant d'entrer en fonction, prendre et souscrire un serment d'allégeance devant l'Assemblée.

50. La présidence de l'Assemblée est assurée :

a) par le speaker ;

b) en l'absence du speaker, par le deputy speaker ;

c) en l'absence du speaker et du deputy speaker, par le membre de l'Assemblée que celle-ci élira à cet effet (exception faite du président de la République, d'un ministre ou d'un secrétaire d'État).

51. *Non traduit.* (Règles de quorum à l'Assemblée nationale.)

52. Le président de la République est habilité :

a) dans l'exercice de ses fonctions de chef de l'État, à s'adresser à l'Assemblée nationale à tout moment où il le juge opportun,

b) dans l'exercice de ses fonctions de chef du gouvernement et comme membre de l'Assemblée nationale, à participer à toutes les réunions de l'Assemblée ; à prendre part, à cette occasion, à tous les travaux et à voter sur toute question soumise à l'Assemblée.

53. Les travaux de l'Assemblée nationale se déroulent en anglais.

54. (1) Sous réserve de dispositions expresses de la Constitution, toute question soumise à l'approbation de l'Assemblée est tranchée par la majorité des voix des membres présents et votants.

[60]

(2) Sur toute question soumise à l'approbation de l'Assemblée, la personne qui préside l'Assemblée doit,

a) si cette personne est le speaker, avoir un vote prépondérant (*casting vote*),

b) si cette personne n'est pas le speaker, vote normal (*original vote*) et vote prépondérant.

(3) Les règlements de l'Assemblée peuvent prévoir qu'un membre qui vote sur une question où il a un intérêt pécuniaire direct est censé n'avoir pas pris part au vote.

55. *Non traduit.* (Personnes siégeant sans juste titre à l'Assemblée ; sanctions ; rôle de l'Attorney général.)

56. (1) Dans le respect de cette Constitution l'Assemblée peut :

a) élaborer des règlements définissant la procédure devant l'Assemblée (incluant, en particulier, des réglementations pour le bon déroulement des travaux) ;

b) sous réserve des règlements prévus au *a)* du présent alinéa, instituer des comités à des fins générales ou particulières et selon les modalités qu'elle juge appropriées. L'Assemblée réglemente la procédure des comités qu'elle a institués.

(2) L'Assemblée nationale peut agir indépendamment de la vacance d'un siège (y compris la vacance qui peut exister lorsque l'Assemblée se réunit pour la première fois après des élections générales). La présence ou la participation de toute personne, n'ayant aucun titre à siéger, aux travaux de l'Assemblée ne peuvent être de nature à frapper de nullité ces travaux.

57. Sans préjudice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 56 de cette Constitution, le Parlement peut, pour le bon déroulement des travaux de l'Assemblée et pour leur efficacité, déterminer les pouvoirs, privilèges et immunités de l'Assemblée et de ses comités et de leurs membres.

Troisième partie

Réunion, prorogation et dissolution du Parlement

58. (1) Le Parlement se réunit en session au lieu et date qu'il appartient au président de la République de déterminer.

(2) Le Parlement sera réuni en session au moins une fois par an de façon à ce qu'une période de 12 mois ne s'écoule pas entre la dernière réunion de l'Assemblée en session et la première réunion de la session suivante.

(3) Toutes les fois que le Parlement est dissous, une élection générale pour pourvoir à la désignation des membres élus de l'Assemblée doit être [61] organisée et la première session du nouveau Parlement doit s'ouvrir dans les trois mois suivant la dissolution.

(4) La réunion de l'Assemblée nationale à l'occasion d'une session parlementaire se fera au lieu et date qu'il conviendra de définir en accord avec les règlements de l'Assemblée.

59. (1) Le président de la République peut à tout moment proroger le Parlement.

(2) Le président de la République peut à tout moment dissoudre le Parlement.

(3) Si l'Assemblée nationale adopte une résolution ayant le soutien de la majorité des voix de tous les membres de l'Assemblée (exception faite des membres de droit), sept jours au moins après son dépôt, conformément aux règlements de l'Assemblée, déclarant qu'elle n'accorde plus sa confiance au gouvernement et que le président de la République, dans les trois jours qui suivent l'adoption de cette résolution, soit ne démissionne pas de ses fonctions, soit ne dissout pas le Parlement, le Parlement sera réputé dissous le quatrième jour suivant la date d'adoption de la résolution.

(4) Le Parlement, à moins d'être dissous avant, siège pendant cinq ans à compter de la date où l'Assemblée se réunit pour la première fois après son élection. Il est réputé dissous au terme de cette période.

(5) En toutes circonstances, lorsque le Kenya est en guerre, le Parlement peut prévoir la prorogation de cette durée de cinq ans fixée par l'alinéa 4 du présent article, pour des périodes de temps ne pouvant dépasser douze mois au plus à chaque fois et sous réserve que la vie du Parlement ne soit pas, en vertu de cet article, prorogée de plus de cinq ans.

Chapitre IV

LE POUVOIR JUDICIAIRE

Première partie

La Haute Cour et la Cour d'appel

60. (1) Une Haute Cour est instituée. Elle constitue le degré suprême de juridiction. Sa compétence juridictionnelle est exclusive et sans limites en matières civile et criminelle. Ses pouvoirs et sa juridiction s'étendent également dans les domaines qui peuvent lui être attribués par cette Constitution ou toute autre loi.

(2) Les juges de la Haute Cour sont le « Chief Justice » et un nombre, qui ne peut être inférieur à 11, d'autres juges, ainsi que le Parlement en décidera.

[62]

(3) La Haute Cour est légalement constituée, nonobstant la vacance d'un poste de juge auprès d'elle.

(4) Un poste de juge ne peut être supprimé tant qu'il est nommé pourvu d'un titulaire.

(5) La Haute Cour peut siéger en n'importe quel lieu qu'il appartiendra au Chief Justice de fixer.

61. (1) Le Chief Justice est désigné par le président de la République.

(2) Les juges seront nommés par le président de la république agissant conformément à l'avis de la Commission de la Magistrature (*Judicial Service. Commission*).

(3) Les conditions requises pour être nommé juge à la Haute Cour sont :

a) d'être ou d'avoir été juge d'une cour ayant une compétence illimitée en matière civile et criminelle dans un pays du Commonwealth ou en République d'Irlande, ou d'une cour intervenant comme juridiction d'appel de la cour précitée ; ou,

b) ou d'avoir exercé la profession d'avocat sept années durant, au moins, au Kenya ;

c) ou de réunir, ou d'avoir réuni pour un ensemble de périodes dont la durée globale ne peut être inférieure à sept ans, une ou plusieurs qualifications spécifiées aux paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* de l'article 12 (1) de la Réglementation de la profession d'avocat (*Advocats Act*) entrée en vigueur le 12 décembre 1963.

(4) Si la charge de « Chief Justice » est vacante, ou si le Chief Justice est pour une raison quelconque dans l'impossibilité de remplir les fonctions de sa charge, le président de la République peut désigner un juge de la Cour qui agira en tant que Chief Justice. Un juge désigné dans ces conditions détient et assume les prérogatives de cette charge jusqu'à ce qu'une personne soit nommée, ou jusqu'à ce que le Chief Justice reprenne ses fonctions, ou jusqu'à ce qu'il soit mis fin à sa désignation par le président de la République.

(5) Si une charge de juge est vacante, ou si un juge est nommé en remplacement du Chief Justice, ou si, pour une raison quelconque il n'est pas en mesure d'assurer les fonctions de sa charge, ou si le Chief Justice informe le président de la République que les travaux de la Haute Cour le nécessitent, le président de la République, agissant conformément à l'avis de la Commission de la Magistrature (*Judicial Service Commission*) peut nommer une personne pour assurer les fonctions de juge à la Haute Cour, sous réserve qu'elle réunisse les conditions requises pour être juge à la Haute Cour. Une personne peut agir en remplacement d'un juge à la Haute Cour, nonobstant la limite d'âge prescrite par l'article 62 de cette Constitution.

(6) Sous réserve des alinéas 4 et 7 de l'article 62, de cette Constitution, une personne, désignée en vertu de l'alinéa 5 du présent article pour agir [63] en remplacement d'un juge à la Haute Cour, exerce ses prérogatives pour la durée de sa désignation, ou, si cette durée n'est pas précisée, jusqu'à ce qu'il soit mis fin à sa nomination par le président de la République, agissant conformément à l'avis de la Commission de la Magistrature. Il reste habilité toutefois à intervenir par la suite lors du jugement des affaires qui ont été engagées devant lui et sur toutes questions afférant à ces affaires.

62. (1) Un juge de la Haute Cour doit démissionner de ses fonctions quand il atteint la limite d'âge fixée par le Parlement.

(2) Le juge qui a atteint cette limite d'âge reste habilité à intervenir par la suite, aussi longtemps qu'il est nécessaire d'avoir recours à lui, lors du jugement d'affaires qui ont été engagées devant lui tandis qu'il n'avait pas atteint la limite d'âge, et sur toutes questions afférant à ces affaires.

(3) Un juge à la Haute Cour ne peut être démissionné que pour incapacité à remplir les fonctions de sa charge (soit par suite d'infirmité corporelle, mentale ou autre) ou pour agissement répréhensible (*misbehaviour*) et ne peut être démis qu'en conformité avec les dispositions de cet article.

(4) Un juge de la Haute Cour ne peut être démissionné par le président de la République que si la question de sa révocation a été déférée à un tribunal nommé selon les modalités définies à l'alinéa 5 du présent article et que si le tribunal, dans sa recommandation au président de la République, a reconnu que ce juge pouvait être démis de ces fonctions pour incapacité ou agissement répréhensible tel que cela vient d'être défini.

(5) Si le président de la République considère, sur la base de cet article, que la révocation du Chief Justice doit être examinée, ou si le Chief Justice, sur la base de cet article, informe le président que la question de la révocation d'un juge à la Haute Cour se pose, alors :

a) le président de la République nommera un tribunal composé d'un président et d'au moins deux autres membres choisis en conformité avec les dispositions de l'alinéa 6 du présent article et parmi des

personnes qui détiennent, ou ont détenu des fonctions de juge auprès d'une cour ayant une compétence illimitée en matière civile et criminelle dans un pays du Commonwealth, ou auprès d'une cour intervenant comme juridiction d'appel de la cour précitée,

b) le tribunal procédera à une enquête sur la question, adressera au président de la République un rapport sur les faits et dans sa recommandation au président de la République, précisera si ce juge peut être démis sur la base du présent article.

(6) Quand la question de la révocation du Chief Justice a à être examinée, les membres du tribunal seront choisis par le président de la Commission de la Fonction publique (*Public Service Commission*). Lorsque c'est la révocation d'un juge de la Haute Cour qui est en cause, les membres du tribunal seront choisis par le président de la République.

(7) Dans le cas où la question de la révocation d'un juge à la Haute Cour a été déferée à un tribunal sur la base de cet article, le président [64] de la République, agissant en accord avec l'avis du Chief Justice dans le cas d'un juge et en fonction de sa propre conviction dans le cas du Chief Justice, peut suspendre le juge concerné, Une telle mesure de suspension peut être révoquée à tout moment par le président de la République et doit en toute hypothèse cesser de porter effet si le tribunal, dans sa recommandation au président de la République établit que le juge n'a pas à être démis de ses fonctions.

63. Un juge à la Haute Cour ne peut exercer tant qu'il n'a pas prononcé et souscrit un serment d'allégeance ainsi que tout autre serment que le Parlement est en mesure de prescrire en vue du bon accomplissement des fonctions.

64. (1) En vertu de cet article, la Cour d'appel pour l'Afrique de l'Est (ou tout autre cour qui pourra être établie comme juridiction d'appel pour le Kenya et tout autre pays ou ensemble de pays), interviendra, avec les pouvoirs et la compétence juridictionnelles qui seront déterminés par la loi, comme juridiction d'appel de la Haute Cour.

(2) Si une Cour d'appel était établie exclusivement pour le Kenya, les dispositions présentes de la Constitution, dans son chapitre IV, 1^{re} partie, s'appliqueront au président de la Cour et aux autres juges selon les modalités prévues respectivement pour le Chief Justice et les autres juges de la Haute Cour.

2^e partie

Les autres juridictions

65. (1) Le Parlement peut instituer des tribunaux subordonnés à la Haute Cour et des juridictions d'exception (*courts-martial*). Les pouvoirs et les compétences de tels cours sont ceux que la loi déterminera.

(2) La Haute Cour a compétence pour contrôler toutes les activités d'une juridiction subordonnée ou d'exception, statuant au civil ou au pénal, et peut prendre telle réglementation, publier tels écrits et donner telle directive qu'elle considère opportune afin de s'assurer que la justice est bien rendue par de telles juridictions.

(3) Le Chief Justice peut prendre des réglementations conformes à la pratique et à la procédure de la Haute Cour, en application des pouvoirs et de la compétence juridictionnelle reconnus à la Haute Cour par l'alinéa 2 du présent article.

66. *Non traduit.* (Juridictions musulmanes : Kadhis' Courts.)

67. (1) Lorsqu'une question relative à l'interprétation de cette Constitution est soulevée devant une juridiction inférieure et que le tribunal considère que la question pose un point de droit important, le tribunal doit [65] soumettre la question à la Haute Cour, même si aucune des parties à l'espèce ne le demande.

(2) Lorsqu'une question est soumise à la Haute Cour en vertu de l'alinéa 1 du présent article, la Haute Cour se prononcera sur la question. Le tribunal devant lequel la question a été soulevée statuera sur l'espèce en conformité avec la décision de la Haute Cour.

(3) Quand la Haute Cour se prononce sur une question (autre que préjudicielle) en vertu de l'alinéa 1 du présent article, elle doit comprendre un nombre impair de juges et ce nombre ne peut être inférieur à trois.

(4) Lorsqu'une juridiction subordonnée ou un tribunal d'exception a rendu un arrêt définitif en matière civile ou pénale, sur une question impliquant une interprétation de cette Constitution, et que cette question n'a pas été déjà soumise à la Haute Cour en vertu de l'alinéa 1 du présent article ou de l'article 84 alinéa 3 de ladite Constitution, un pourvoi est possible contre cet arrêt :

- a)* soit directement,
- b)* soit par la voie d'une autre juridiction subordonnée ou d'exception
 - i)* lorsqu'il existe un droit d'appel de principe contre cette décision devant ces juridictions ;
 - ii)* lorsqu'il existe une possibilité d'appel contre cette décision, devant ces juridictions, sous réserve de l'autorisation de la cour qui a rendu la décision et que cette autorisation n'ait pas été refusée.

3^e partie

La Commission de la Magistrature

(The Judicial Service Commission)

68. (1) Une Commission de la Magistrature sera instituée, comprenant

- a)* le Chief Justice, président ;
- b)* l'Attorney général ;
- c)* deux personnes désignées par le président de la République et choisies parmi les juges de la Haute Cour ou d'une cour d'appel ayant juridiction au Kenya, pour la durée de leur désignation ;
- d)* le président de la Commission de la Fonction publique (*Public Service Commission*).

(2) Dans l'exercice de ses fonctions prévues par cette Constitution, la Commission ne sera soumise à la direction ou au contrôle d'aucune personne ou autorité.

(3) et (4) *Non traduits.* (Procédure et règles de fonctionnement.)

69. (1) Le pouvoir de nommer quiconque dans une fonction à laquelle cet article s'applique (y compris le pouvoir de confirmer une nomination), le pouvoir d'exercer un contrôle disciplinaire sur les personnes tenant ou [66] assurant de telles fonctions, et le pouvoir de révocation appartiennent à la Commission de la Magistrature.

(2) et (3) *Non traduits.* (Délégation des pouvoirs de la Commission à ses membres ou à d'autres magistrats.)

Chapitre V

PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTALES DE L'INDIVIDU

70. *Non traduit.* (Droits et libertés fondamentales de l'individu.)

71. *Non traduit.* (Du droit à la vie.)

72. *Non traduit.* (De la sûreté.)

73. *Non traduit.* (Interdiction de l'esclavage et du travail forcé.)

74. *Non traduit.* (Protection contre les traitements inhumains.)

75. *Non traduit.* (Protection du droit de propriété.)

76. *Non traduit.* (Inviolabilité du domicile.)

77. (1) Si une personne est accusée d'avoir commis une infraction criminelle, à moins que l'accusation ne soit retirée, l'affaire sera soumise dans des délais raisonnables à une cour indépendante et impartiale qui en débattrait librement.

(2) Toute personne accusée d'avoir commis une infraction criminelle

a) est présumée innocente tant qu'il n'est pas prouvé qu'elle est coupable, à moins qu'elle n'ait plaidé coupable,

Reste non traduit. (Garanties des droits de la défense.)

78. *Non traduit.* (Protection de la liberté de conscience.)

79. *Non traduit.* (Protection de la liberté d'expression.)

80. *Non traduit.* (De la liberté de réunion et d'association.)

81. *Non traduit.* (De la liberté de circulation.)

82. *Non traduit.* (Condamnation de toute forme de discrimination.)

83. (1) Lorsque le Kenya est en guerre, aucune disposition prise par la loi ou en application de la loi ne pourra être considérée comme incompatible ou contraire aux articles 72, 76, 79, 80, 81 et 82 de cette Constitution ; de même qu'aucune disposition prise en vertu de la III^e partie du « Preservation of Public Security Act », ou en application, ne pourra être considérée incompatible ou contraire avec ces articles, lorsque, et à la condition, qu'une telle disposition trouve son fondement dans une réglementation prise en vertu de l'article 85 de cette Constitution.

Reste non traduit. (Régime de la sûreté dans ces cas.)

84. (1) Sous réserve de l'alinéa 6 du présent article, si une personne prétend qu'une quelconque des dispositions des articles 70 à 83 (inclus) [67] a été, est ou est en passe d'être contrevenue à son égard (ou, dans le cas où une personne est détenue, si une autre personne prétend pour cette personne détenue la même chose) alors, sans préjudice de toute autre action légalement concertable sur les mêmes faits, cette personne (ou cette autre personne) peut saisir la Haute Cour pour réparation.

Reste non traduit. (Prérogatives de la Haute Cour dans ce cas.)

(6) Le Chief Justice peut prendre des réglementations concernant les modalités de travail et la procédure de la Haute Cour en relation

avec la compétence et les pouvoirs qui sont conférés à la Haute Cour en vertu de cet article...

85. (1) En vertu de cet article, le président de la République peut, à tout moment, par une ordonnance publiée au Journal Officiel (*Kenya Gazette*), appliquer à tout ou partie du Kenya la III^e partie du « Preservation of Public Security Act » ou une quelconque des dispositions de cette partie de l'acte.

(2) Une ordonnance prise en vertu de cet article cesse de porter effet vingt-huit jours après sa promulgation, à moins qu'à l'expiration de cette période elle ait été ratifiée par l'Assemblée nationale.

Reste non traduit. (Réglementations complémentaires.)

86. *Non traduit.* (Prévisions concernant l'interprétation de certains termes de la Constitution.)

Chapitre VI

DE LA CITOYENNETÉ

Articles 87 à 98. *Non traduits.* (Conditions d'établissement ou d'acquisition de la citoyenneté du Kenya ; pouvoirs du Parlement ; double citoyenneté, interprétation.)

Chapitre VII

DES FINANCES

Articles 99 à 105. *Non traduits.* (Fonds consolidé et autres fonds du gouvernement ; dette publique ; divers.)

[68]

Chapitre VIII

Articles 106 à 113. *Non traduits.* (Commission de la Fonction publique ; nomination des agents de l'État et des Forces armées ; divers.)

Chapitre IX RÉGIME DES TERRES

Articles 114 à 120. *Non traduits.*

Chapitre X GÉNÉRALITÉS

Articles 121 à 123. *Non traduits.*

Chapitre XI DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Articles 124 à 128. *Non traduits.*

[69]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

PRINCIPAUX TEXTES ET DOCUMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Les constitutions de la période coloniale n'ont qu'un intérêt historique. Elles peuvent être obtenues auprès des services d'information britanniques ; leurs références sont données dans notre ouvrage sur les *Décolonisations est-africaines*, Pédone, 1971. La Constitution de l'Indépendance a été publiée par les soins du Gouvernement kenyan.

* The Kenya Independence Order in Council (Statutory 1968). *Kenya Gazette*, décembre 1963, Government Printer, Nairobi.

Ce texte qui reste, à la base des institutions 'actuelles a été amendé à dix reprises depuis. Ces amendements sont signalés dans le corps de cette étude et peuvent être retrouvés au Journal officiel de la République du Kenya. Une nouvelle publication de la Constitution intégrant l'ensemble de ces amendements a été publiée en 1969.

* The Constitution of Kenya. *Kenya Gazette*, supplément n° 27 (Acts N° 3), 18th April 1969, Government Printer, Nairobi.

La Constitution qui est très longue réglemente les institutions politiques (pouvoirs exécutif, législatif), les institutions judiciaires, les libertés individuelles, mais aussi la fonction publique, les finances et le régime des terres.

Les réglementations concernant l'administration locale viennent compléter l'organisation des pouvoirs publics. Le texte de base est :

* The Local Government Regulations, 1963. *Kenya Gazette*, supplément n° 33, 30th April 1963.

Ce texte a été modifié en 1968.

* The Local Government Regulations (Amendment), N° 2 of 1968. *Kenya Gazette*, supplément n° 26, Bill. No 5, 29th March 1968.

Les références des nombreuses lois fondamentales du Kenya peuvent être trouvées enfin dans l'ouvrage de Tudor JACKSON :

* *The Law of Kenya*, East African Litterature Bureau, 1970.

La mise à jour peut partir d'une publication trimestrielle intéressante :

* *East African Law Journal*, Oceana Publication, Nairobi.

[71]

LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Il existe de nombreux guides bibliographiques concernant l'Afrique de l'est dans lesquels le chercheur peut trouver des références très utiles sur le Kenya. La dominante est sociologique chez BEATTIE, J.M.H., *Ethnographic and Sociological Research in East Africa : a review*, paru in *Africa*, XXXVI.3. 1956, pp. 265-295 ; historique avec OLIVER, R., MATHEW, G. et HARLOW, V., CHILVER, E.M., in *History of East Africa*, pp. 417-480 et pp. 700-736, Oxford University Press, 1963-65, 2 T., 766 p. ; politique mais ancienne avec LIEBENOW, J.G., YOUNG, R., *Survey of Background Material for the Study of Government in East-Africa*, in *American Political Science Review*, Vol. 48, n° 1, mars 1956, pp. 187-203. Signalons enfin le guide le plus récent de WEBSTER, J.B., *A bibliography on Kenya*, Syracuse University Press, 1967, 461 p., et notre état des travaux sur l'Afrique de l'Est paru dans le bulletin de cet Institut, *I.I.A.P.* n° 18, avril-juin 1971, pp. 161-174.

Les indications bibliographiques qui suivent sont loin d'englober l'ensemble des publications parues sur le Kenya à ce jour (plus de 7 000 titres chez J.B. WEBSTER). Elles constituent cependant un instrument à notre avis suffisant pour une première approche de la réalité kenyane contemporaine.

I. LA SOCIÉTÉ KENYANE

A) Ouvrages généraux

1) En premier lieu, on peut retenir les ouvrages qui apportent à des titres divers des données relatives au milieu physique, humain ou qui précisent différents aspects de l'évolution de la société kenyane :

- BATTISTINI (R.), Géographie de l'Afrique orientale, Centre de Documentation Universitaire, Paris, 1969, 169 p.
- BOURDE (A.), L'Afrique orientale, Que sais-je ?, no 1308, P.U.F., Paris, 1968, 126 p.
- BOLTON (K.), Harambee Country. A guide to Kenya, Geoffrey Bles, Londres, 1970, 233 p.
- LA HAYE (C.), Kenya, coll. L'Atlas des voyages, éd. Rencontres, Lausanne, 1968, 192 p. (nomb. illustrations et reproductions photo.).
- MACPHEE (A.M.), Kenya, E. Benn Ltd., Londres, 1968, 238 p.
- WALMSLEY (R.W.), Nairobi, the geography of a new city, The Eagle Press, Nairobi, 1957, 55 p.

2) En second lieu, les ouvrages de type historique. Certains concernent l'ensemble est-africain, d'autres uniquement le Kenya.

- BENNET (G.), *Kenya : a political history, the colonial period*, Oxford University Press, New York, 1963, 190 p.
- BRITAIN (H.), RIPLEY (P.J.G.), *A simple history of East Africa*, Collins Clear Type Press, Londres, 1963, 256 p.

[72]

- INGHAM (K.), *History of East Africa*, Praeger, New York, 1966, 456 p.
- OLIVER (R.), MATHEWS (G.), HARLOW (V.), CHILVER (E.M.) (eds), *History of East Africa*, O.U.P., 3 vol.
- SALVADORI (M.), *La colonisation européenne au Kenya*, Larose, Paris, 1938, 227 p.
- SORRENSON (M.), *Origins of European Settlement in Kenya*, Oxford University Press, Londres, 1968, 320 p.

B) Le facteur démographique

Au-delà des publications officielles du gouvernement britannique pour la période coloniale, et kenyan pour la période actuelle, nous signalons quatre ouvrages d'excellente tenue :

- ADAMSON (J.), *The people of Kenya*, Collins and Harvill Press, Londres, 1967, 400 p.
- MORGAN (T.W.), *East Africa : Its peoples and resources*, Oxford University Press, Londres, 1969, 312 p.
- ROBERTS (J.), *A landfull of people : Kenya to-day*, Eyre and Spottiswoode, Londres, 1967, 240 p.
- SOJA (E.W.), *The geography of modernization in Kenya*, Syracuse University Press, 1968, 143 p.

C) Le facteur économique

Deux études d'ensemble peuvent être retenues :

- FORRESTER (M. W.), *Kenya to-day, Social prerequisites for economic development*, Mouton & Co, Gravenhage, 1962, 179 p.

- MEISTER (A.), Le développement économique de l'Afrique orientale, P.U.F., Paris, 1966, 158 p.

Ensuite, les études d'organismes publics, gouvernementaux ou internationaux :

- B.I.R.D., *The economic development of Kenya*, Report of a Mission organized by the I.B.R.D., Johns Hopkins Press, Baltimore, 1963, 380 p.
- F.A.O., *East African Livestock Survey*, 3 vol., Rome, 1967.
Vol. 1, Development requirements, 215 p.,
vol. 2, Development Plan, 279 p.,
vol. 3, Atlas and cards.
- F.M.I., *Études générales sur les économies africaines* (le tome 2 concerne le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et la Somalie), Washington, 1969, 458 p.
- Kenya, *Development Plan*, 1964 ; révisé 1966-70 ; actuel 1970-74, Government Printer, Nairobi.
- O.N.U., *Coopération en vue du développement économique en Afrique de l'est*. Conférence des planificateurs africains. 3^e session. Commission économique pour l'Afrique. Addis Abéba, 1970, 64 p.

Sur la question primordiale du développement agricole, de nombreux [73] auteurs se sont penchés ; leurs contributions sont pleines d'intérêt, car les conclusions auxquelles ils aboutissent ne valent pas souvent que pour le Kenya :

- CLAYTON (E.), *Agrarian development in peasant economies - Some lessons from Kenya*, Pergamon Press, Londres, 1964, 157 p.

- SORRENSON (M.), *Land Reform in the Kikuyu Country - A study of government policy*, Oxford University Press, Londres, 1967, 266 p.
- WATTS (E.R.), (ed.), *New hope for rural Africa - Kenya*, East African Publishing House, Nairobi, 1969, 151 p.
- WIDSTRAND (G.), *Cooperatives and rural development in East Africa*, East African Publishing House, Nairobi, 1970, 271 p.
- WILDE (J.-C. de), *Expériences de développement agricole en Afrique tropicale. Tome II : Le Kenya*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1968, 325 p.

Sur la coopération économique est-africaine dans laquelle le Kenya est engagé :

- LEYS (C.), ROBSON (P.), *Federation in East Africa - Opportunities and problems*, Oxford University Press, Londres, 1965, 244 p.
- NGEGBWA (P.), *The Common-market and Development in East Africa*, East African Publishing House, 1968, 288 p.

Et enfin sur l'Association des pays est-africains au marché commun :

- C.E.E., *Rapport sur l'association C.E.E. et des pays d'Afrique de l'est* ; texte de l'accord - 1968-1969, n° 136 ; 1969-1970, n° 175 ; Parlement européen, Luxembourg, Service des publications.
- TAGUABA (L.), *Association des États de l'Afrique de l'est à la C.E.E.*, thèse Droit, Paris, 1970, 317 p.

D) Le facteur social

Le Kenya a été un pays où les conflits sociaux ont été très ardues. Aujourd'hui sa transformation est rapide. Les études qui suivent rendent compte de ces phénomènes :

- BURKE (F.G.), DIAMOND (S.), *The transformation of East Africa*, Basic Books, Inc. Flublishers, New York, 1966, 623 p.
- GOUROU (P.), *Une paysannerie africaine au milieu du XX^e siècle : les Kikuyus et la crise Mau-Mau*, *Cahiers d'Outre-mer*, oct.-déc. 1954, pp. 317-341.
- HUXLEY (E.), *Settlers of Kenya*, Longmans, Green, Londres, 1948, 126 p.
- O.N.U., *Reconstruction sociale dans les pays d'Afrique de l'est nouvellement indépendants*, Commission économique pour l'Afrique, New York, 1965, 92 p.
- O.N.U., *Le statut et le rôle de la femme en Afrique de l'est*, *ibidem*, 1967, 65 p.
- SABERWAL (S.), *The traditional political system of the Embu of Central Kenya*, East African Publishing, Nairobi, 1970, 170 p.

[74]

E) Le facteur culturel

On peut le saisir à travers les nombreux articles de revues impossibles à répertorier ici. On peut signaler en particulier ceux parus depuis l'indépendance dans *The East Africa Journal*, mensuel publié par The East African Publishing House. Parmi les ouvrages on peut retenir :

- CASTLE (E.B.), *Growing up in East Africa*, Oxford University Press, Londres, 1966, 272 p.

L'auteur examine les problèmes posés par le développement de l'éducation dans l'Est africain.

- McNOWN (J.S.), *Technical Education in East Africa*, East African Publishing House, Nairobi, 1970, 147 p.
- STABLER (E.), *Education since Uhuru - The schools of Kenya*, Middletown University Press, Connecticut, 1969, 179 p.

II. L'ÉVOLUTION POLITIQUE ET CONSTITUTIONNELLE

L'évolution des institutions kenyanes peut être appréhendée à travers les publications suivantes :

* Pour la période allant de l'installation des premiers colons à 1945.

- DILLEY (M.R.), *British Policy in Kenya Colony*, 1^{re} édition T. Nelson, New York, 1937 ; 2^e édition Barnes & Noble, 1966, 300 p.

De loin la meilleure étude sur cette période.

- BUSTIN (E.), *La décentralisation administrative et l'évolution des structures politiques en Afrique orientale britannique*, Liège, 1958.

* Pour la période de 1945 à l'indépendance.

- BENNETT (G.), *Kenya, a political history*, Oxford University Press, Londres, 1963, 190 p.
- BUSTIN, *op. cit.*
- HORRUT (Claude), *Les décolonisations est-africaines*, Pédone, Paris, 1971, 231 p.

Notre étude est plus particulièrement centrée sur la politique multiraciale poursuivie jusqu'en 1960 et le processus de transfert du pouvoir de 1960 à 1963.

- ROSBERG (C.), NOTTINGHAM (J.), *The myth of Mau-Mau - Nationalism in Kenya*, Praeger, New York, 1966, 427 p.

Ouvrage fondamental sur le phénomène nationaliste au Kenya.

- WOOD (S.), *Kenya : the tensions of Progress*, Oxford University Press, Londres, 1960, 108 p.

Étude intéressante sur l'évolution politique du Kenya de la rébellion MauMau à la conférence constitutionnelle de 1960.

[75]

La révolte Mau-Mau a fait l'objet de nombreuses publications. Nous retiendrons parmi les plus intéressantes, celle parue récemment de :

- BUIJTENHULIS (R.), *Le mouvement Mau-Mau*, Mouton, La Haye, Paris, 1971, 428 p.

* Pour la période d'après l'indépendance :

- La Constitution du Kenya. Le texte constitutionnel a fait l'objet d'une première publication en 1963 lors de sa promulgation.

- Kenya (*The Gazette*). Government of Kenya. Nairobi, 1963.

Une récente rédaction intègre tous les amendements constitutionnels adoptés à ce jour :

- Republic of Kenya. The Constitution of Kenya. *Kenya Gazette*, supplément n° 27 (Acts No 3), 18th April 1969, Government Printer, Nairobi, 79 p.
- GHAI (Y.), McAUSLAN (J.P.W.), *Public Law and Political change in Kenya*, Oxford University Press, 1970.

La meilleure synthèse sur l'évolution constitutionnelle et politique récente.

- SLADE (H.), *The Parliament of Kenya*, East African Publishing House, Nairobi, 1967, 64 p.

Ouvrage destiné au public kenyan afin de lui expliquer ses institutions. Présentation claire, synthétique mais qui n'envisage pas, pour cause, les changements constitutionnels intervenus en 1968.

* Enfin sur les incidences politiques de l'intégration est-africaine dans la vie du Kenya, on lira :

- GILMER (M.), *Le fédéralisme en Afrique orientale*, Mémoire D.E.S. Sc. pol., Paris, 1969, multigraphié, 77 p.
- ROTCHILD (D.), *Politics of Integration - An East African Documentary*, East African Publishing House, Nairobi, 1968, 343 p.

III. LES FORCES POLITIQUES

Il n'y a que très peu d'études d'ensemble sur les forces politiques. Celles-ci sont étudiées dans des ouvrages dont le champ d'analyse est plus vaste. Le factionnalisme qui a toujours caractérisé la vie politique kenyane a vraisemblablement contribué au désintérêt des chercheurs.

Sur les partis politiques avant l'indépendance on retiendra, outre l'ouvrage, ici aussi fondamental, de ROSBERG (G.) et NOTTINGHAM (J.), déjà cité :

- BENNET (G.), *The development of political organization in Kenya : political studies*, Clarendon Press, New York, 1957.
- HUXLEY (E.), *A history of the Kenya Farmers Association...* East African Standard Ltd., 1961, 225 p.

Après l'indépendance, aux ouvrages répertoriés au point IV de cette présentation et aux articles des revues.

Sur les syndicats, l'ouvrage de SINGH (M.), est la référence de base mais ne couvre pas la période actuelle. Le complément doit être recherché ici aussi au travers de contributions multiples.

[76]

- SINGH (M.), *History of Kenya's Trade Union Movement to 1952*, East African Publishing House, Nairobi, 1969, 332 p.

Sur les forces traditionnelles, les études de Lord HAILEY restent, de nos jours encore, la meilleure référence :

- HAILEY (Lord), *Native Administration in the British African territories*. Part IV. HMSO, London, 1951, 62 p.

IV. LE RÉGIME POLITIQUE ACTUEL

Une bonne synthèse des faits politiques d'après l'indépendance est faite dans l'ouvrage de Cherry GERTZEL. Il ne couvre cependant que la période 1963-1968.

- GERTZEL (C.), *The politics of Independent Kenya*, East African Publishing House, Nairobi, 1970, 180 p.

Les principales prises de positions politiques nous sont fournies par :

- KENYATTA (J.), *The Prime Minister of Kenya's Speeches, 1963-1964*, Oxford University Press, New York, 1964.
- MBOYA (T.), *The Challenge of Nationhood*, A. Deutch, London, 1970, 279 p.
- ODINGA (O.), *Not yet Uhuru : an autobiography*, Heinemann, London, 1967, 323 p.

Le rôle de l'administration est particulièrement bien retracé par :

- GERTZEL (C.), *The Provincial Administration in Kenya*, in *Journal of Commonwealth Political Studies*, vol. IV, n° 3, nov. 1966.
- HYDEN (G.), JACKSON (R.), OKUMU (J.), (eds), *Development Administration the kenyan experience*, Oxford University Press, Nairobi, 1971, 366 p.

Sur les aspects juridiques des problèmes, voir les ouvrages du professeur ALIOTT : *Judicial and legal systems in Africa*, 2^e éd., 1970, Butterworths, et *New essays in African law*, 2^e éd., 1970, Butterworths.

ths, ainsi que *East african law to day*, The British institute of international and comparative law, Londres, 1966, et l'*East African law Journal*.

L'approche du régime politique actuel repose aussi sur la consultation des nombreux articles des revues spécialisées dans les problèmes africains. À cet égard, les fichiers de la F.N.S.P. sont un outil de travail précieux.

Fin du texte